

Refondations !

Premier signataire : **Nicolas MAYER-ROSSIGNOL**

Chères et chers camarades,

A l'issue de notre débat sur les contributions générales, enrichie de centaines de contributions thématiques, nous sommes plus convaincus que jamais que notre Parti socialiste, et au-delà, la gauche, peut et doit se rassembler autour d'une voie centrale, ni sociale-libérale, ni sociale-populiste, mais sociale-écologiste. Voilà la ligne que nous proposons d'adopter à notre 80ème Congrès de Marseille.

C'est à vous, militantes et militants, de le décider par vos votes. Il n'y a aucune fatalité à la continuation de notre érosion, aucune résignation à continuer comme avant, vous pouvez décider souverainement le sursaut réalisé tant de fois par nos prédécesseurs de Jaurès à Blum, de Mendes-France à Mitterrand, Michel Rocard, Lionel Jospin et Martine Aubry, pour que le socialisme démocratique poursuive son œuvre historique de transformation sociale et écologiste dont notre pays a tant besoin.

Pour cela, nous devons nous remettre au travail et mettre en valeur l'énorme disponibilité des militantes et militants exprimée par les contributions thématiques, et répondre comme nous le faisons à ce que plusieurs contributions générales ont mis en avant : notre ancrage pro-européen sans ambiguïté et la nécessité de l'affirmer dans la prochaine échéance des élections européennes, la valorisation par notre parti et le lien avec nos élus locaux et les territoires pour améliorer le quotidien de nos concitoyens, la *refondation* féministe exigeante et audacieuse, notre ancrage dans les combats et luttes pour porter les aspirations populaires, en particulier celles de la jeunesse qui est notre avenir.

Penser, écrire et porter un projet politique, philosophique, sociologique, écologique, social et démocratique avec l'ensemble des citoyen·nes et des partenaires sociaux qui voudront se joindre à une nouvelle démarche, de nouvelles pratiques de dialogue, de construction et de participation, voilà notre priorité absolue.

1. L'enjeu du Congrès

Nous sommes dans un moment de bascule. Le réchauffement climatique s'accélère dramatiquement. La guerre en Ukraine sème ses malheurs. L'inflation galope. Les prix de l'énergie explosent. Les inégalités s'aggravent. Les droits sont menacés, au premier rang desquels ceux des femmes. La violence et les haines de l'Autre envahissent l'espace public et les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, notre congrès ne peut être à nouveau réduit au même choix, au même affrontement de personnes. Sans débat sur le fond, sans clarification politique, notre Parti se divisera encore et, de départs en scissions, achèvera de se dessécher. Nous ne nous y résignons pas. **C'est pourquoi nous proposons une voie centrale pour rassembler tous les socialistes sur l'essentiel.** Nous voulons cette unité pour pouvoir rassembler durablement la gauche et les écologistes, pour gagner.

Ni la loi du marché capitaliste sur le plan économique, ni l'autoritarisme sur le plan politique, ne répondent aux crises de notre siècle. Au contraire : ils les aggravent. La tendance est mondiale. La violence des politiques libérales et l'inaction climatique provoquent famines, migrations de masses, guerres, dictatures et régimes autoritaires. Dans les démocraties, notamment en Europe, elles alimentent les progressions fulgurantes, et jusqu'aux victoires, de l'extrême-droite. Nous devons continuer de combattre avec force la volonté d'E. Macron d'imposer une politique économique, fiscale et sociale en faveur du capital contre le travail et le climat, qui plonge notre pays dans une crise sociale, écologique, morale et démocratique profonde.

Les tendances lourdes des élections Présidentielle et Législatives s'accroissent. La montée continue du RN, une gauche qui plafonne à 30%, dominée par LFI avec des socialistes et des écologistes très affaiblis comme en 2017, nous obligent à repenser notre projet et notre stratégie.

Avec un objectif central : comment empêcher l'extrême-droite de prendre le pouvoir ? Comment gagner sans renoncer à nos valeurs ?

Il y a de nombreuses raisons d'espérer. Les graines et les énergies sont dans la jeunesse, les mobilisations populaires et citoyennes pour le climat, la justice sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, contre toutes les discriminations, pour l'accueil digne des réfugiés; parmi les ouvriers, agriculteurs, artisans, entrepreneurs, salariés, fonctionnaires, artistes, retraités... chez nos élus, locaux et nationaux, qui pensent et mettent en œuvre des réponses concrètes aux défis du siècle.

Nous assumons notre place de **force d'opposition au gouvernement, mais aussi de proposition**, en prenant soin d'exclure toute confusion avec l'extrême-droite.

Partout et toujours, en commençant par les collectifs que nous dirigeons, nous défendons **le rassemblement de la gauche, l'unité d'action** pour la justice sociale et climatique, **les valeurs de la République face à ceux qui la menacent, et la solidarité internationale** face à ceux qui oppriment. Cette unité est vitale car nous savons qu'il faut chercher à rassembler le plus largement possible pour résister ou gagner les batailles.

Mais la réponse centrale, que nous devons reconstruire patiemment, c'est **l'Union de la gauche et des écologistes pour gouverner la France**, face à son émiettement décourageant pour nos concitoyens, et permettre une alternative audacieuse pour notre pays.

Comment réaliser le rassemblement durablement et suffisamment largement pour gagner les élections nationales mais aussi à nouveau les élections locales ?

Notre réponse est claire : en refondant en son sein une **force politique centrale, ni sociale-libérale, ni sociale-populiste, mais radicalement sociale et écologiste**, laïque et républicaine, populaire et humaniste, ancrée dans tous nos territoires, qui porte l'alliance des classes moyennes et défavorisées, et qui rassemble autour d'elle une majorité de nos concitoyens.

Refondations !

Pour nous, **l'accord électoral NUPES** qu'il fût jugé nécessaire ou pas, respectueux ou pas de notre implantation, a été le produit de l'état « comateux » de la gauche sociale et écologique depuis 2017, une réponse électorale unitaire attendue par le peuple de gauche face à sa dispersion, une réponse conjoncturelle pour agir ensemble. Née et identifiée par la domination politique de LFI, elle reste un intergroupe à l'Assemblée Nationale (pas au Sénat), qui peut être utile, mais qui **ne peut pas être le cadre politique durable de l'Union de toute la Gauche et des écologistes pour gagner.**

Nous sommes pour le rassemblement de toute la gauche, qui n'est pas irréconciliable. Mais il nous faudra changer le centre de gravité de l'accord NUPES et le dépasser si nous voulons que le rassemblement devienne majoritaire dans le pays. Cette clarification est indispensable pour sortir la gauche de l'impasse minoritaire et recréer une dynamique positive, d'espérance et de conquêtes.

Cela ne se fera pas par des « coups tactiques », mais par une stratégie et des actes volontaristes pour refonder, avec tous les acteurs politiques, associatifs, syndicaux, intellectuels et culturels, une gauche capable de répondre à tous les nouveaux enjeux du XXI^{ème} siècle, de **renouer avec les classes populaires et moyennes**, et ainsi recréer une espérance.

Nous devons penser et répondre aux métamorphoses de la dématérialisation des échanges économiques et financiers, du travail et des processus de production, du réchauffement climatique, de la démographie et des migrations, des territoires et de leurs équilibres urbanistiques, industriels et agricoles, de l'exercice de la démocratie, de la production et de l'échange de l'information.

Pour mener à bien ces *refondations*, **nous revendiquons la radicalité des politiques nécessaires, tournant la page des demi-mesures et renoncements passés.** Car c'est bien à la racine que tous ces défis doivent être relevés.

Nos politiques de transformation social-écologique doivent être tout aussi exigeantes dans la défense de la République et de ses valeurs, tant dans son pacte social, démocratique que laïc.

Elles doivent s'inscrire dans **l'engagement sans ambiguïté pour une Europe souveraine**, sociale, démocratique et fraternelle.

Cette radicalité ne peut se confondre avec les démagogies et populismes qui conduisent au chaos. Chercher la vérité et la dire, c'est avoir le courage de nommer les problèmes autant que celui de proposer des solutions ambitieuses, que nous réaliserons réellement. Notre tâche est de dégager un horizon réparateur et d'apporter des réponses à la colère, pas seulement de l'accompagner surtout quand elle est dévoyée et se trompe de cible.

Cela se fera dans les combats communs, **le dialogue et l'écoute de tout ce qui nous vient des mouvements sociaux et sociétaux, et par le travail intellectuel** pour penser globalement la société et ses aspirations. C'est pourquoi notre Parti devra proposer un cadre respectueux de chaque partie prenante, politique et de la société civile : des **Etats- Généraux de la Transformation Sociale et Écologiste**, qui pendant les trois ans qui viennent feront ce travail sur le fond permettant de proposer à la France un nouvel espoir à gauche.

C'est dans ce processus ouvert à tous sans exclusive que nous devons réorienter la gauche.

Impulser une clarification par la confrontation des idées, pour propulser progressivement un rassemblement à vocation majoritaire. Sans cette clarification, contestant le leadership de LFI qui constitue un plafond de verre, même les collectivités que la gauche dirige seraient toutes menacées lors des prochaines échéances locales. Au plan national, nous serions condamnés à reproduire un accord reconduisant simplement les 31 députés sortants, installant dans la durée notre disparition de 507 circonscriptions sur 577.

Cette volonté de rassemblement à vocation majoritaire, nous la porterons dès les élections européennes de 2024 en proposant que la gauche social-écologiste se présente unie sur une même liste autour d'un projet résolument pro-européen, clairement à gauche, social et écologiste, féministe, démocratique et humaniste, face au libéralisme et aux populismes nationalistes.

Dans cette élection à la proportionnelle, nous pourrions préfigurer le visage de cette nouvelle

Refondations !

force centrale, ouverte, moderne, qui porte l'Europe et ses valeurs fondatrices au cœur, qui refuse par des nouvelles règles n'être qu'un marché ouvert à toutes les dérégulations du monde, qui tire vers le haut les niveaux de services publics, de protections sociales et de rémunération du travail des peuples qui la composent, qui se dote d'outils puissants de souveraineté économique, financière et industrielle, une Europe à la pointe des innovations technologiques face aux Etats-Continents pour entraîner le monde dans la révolution écologique nécessaire à la vie sur notre planète, qui se dote d'une défense commune pour imposer la paix dans un monde violent où la loi du plus fort peut nous mener aux pires heures d'un conflit mondial, qui porte haut les droits humains, en particulier ceux des femmes

reniés ou bafoués sur tous les continents.

Ce sera la première étape de l'élaboration d'une plateforme pour la présidentielle de 2027 et de la mise en place d'un mode de sélection ouvert de celle ou celui qui portera les espoirs de la gauche.

Pour affronter les prochaines échéances, le congrès de Marseille doit être utile. Il le sera s'il permet de **remettre au travail collectif tout notre Parti**, de changer drastiquement son fonctionnement et ses pratiques, de réorienter sa ligne politique, **de retrouver sa base sociale populaire et jeune, en s'ancrant dans la société et ses mouvements.**

2. Les Refondations nécessaires

Une nouvelle dynamique d'espérance peut renaître. Mais ce ne sera ni en reproduisant l'ancien, ni en oubliant ses acquis. Ni dans le statu quo, ni en cédant aux populismes. Elle jaillira au contraire des *refondations* ouvrant un chemin nouveau.

Refondation de l'économie

L'économie ne peut plus reposer sur la mainmise de la finance, la tyrannie du court terme, la marchandisation au détriment de l'environnement et de la santé.

Le socialisme s'est construit autour des luttes des travailleurs. Confronté au chômage de masse, le travail s'est trouvé menacé dans ses trois dimensions, comme contribution de chacun à l'œuvre productive collective, comme élément d'émancipation de l'Homme, comme système de distribution des revenus et des droits sociaux. **Refonder l'économie, c'est d'abord redonner au travail sa centralité.** Non seulement le travail salarié, mais aussi l'activité bénévole ou familiale indispensable à notre bien-être.

Le combat des socialistes demeure celui d'un emploi pour tous. Le droit au repos c'est-à-dire tout à la fois au ralentissement du rythme de travail et à de meilleures conditions de travail, est bien évidemment indissociable du fait d'occuper un emploi. Il n'y a pas de paresse pour le travailleur sans emploi, mais la peur du déclassement et la perte des liens sociaux du travail ! Tout comme le droit au temps libre, grandes conquêtes du Front Populaire, de 1981 et des lois Aubry de 1998 et 2000 !

Refonder **c'est donc rendre effectif le droit à l'emploi, par la formation, par le partage du travail** qui trouve un sens nouveau avec la lutte contre le réchauffement climatique qui impose la relocalisation de certaines activités industrielles et productives. C'est l'attention à la qualité de vie et à la santé en renforçant les moyens de la médecine du travail, en mettant en place une politique de prévention des risques psychosociaux.

C'est l'universalité et la portabilité des droits lors des changements d'emploi et un statut social pour les travailleurs indépendants. L'irruption de nouvelles formes de travail, à travers le développement de services numériques et de nouveaux

modes de consommation, menacent la sécurité juridique du travail et la pérennité des droits acquis par les travailleurs. C'est reconnaître que le droit du travail s'applique pour tous et refuser la mise en concurrence des travailleurs les uns contre les autres. Le développement quasi exponentiel de l'auto-entrepreneuriat et à ce titre une bombe sociale à retardement qui devra être réglée.

C'est redonner du sens, en fixant comme horizon non plus la croissance sans fin du PIB mais une nouvelle prospérité humaniste. C'est le partage de la valeur par la hausse du SMIC, des mécanismes négociés d'indexation des salaires et une législation limitant les écarts de salaires et les dividendes excessifs. C'est la démocratisation de l'entreprise, avec la création d'un chèque syndical, instituant un modèle français de codetermination et un impact score qui préfigure une nouvelle comptabilité écologique et sociale.

C'est une **nouvelle politique économique et industrielle de la transition**, centrale pour créer de nouveaux emplois. Nous avons besoin d'une industrie, propre, portée par des entreprises et PME innovantes, s'appuyant sur la R&D, l'innovation, la formation, transformée en profondeur pour intégrer la circularité et la réparabilité dans une logique d'« artisanalisation ». Le réarmement économique dans les secteurs de « l'économie de la vie » (santé, énergies, alimentation, mobilités, numérique...) sera encouragé pour favoriser les circuits courts, les relocalisations et conforter notre souveraineté. A titre d'exemple, la grande transition du bâti charrie en elle-même toute une nouvelle économie, très pourvoyeuse d'emplois et très localisée : des filières du biosourcé et du réemploi ; des métiers et des savoirs faire de l'isolation thermique.

La transition climatique ne peut s'engager sans une nouvelle politique économique favorisant l'investissement et garantissant la justice sociale. Le rôle de la BCE devra être adapté à cette exigence permettant à la politique budgétaire de jouer tout son rôle d'entraînement et de solidarité dans l'effort collectif. Une autre « transition » est à mener de front : la transition démographique. Le vieillissement de la population entraîne déjà des évolutions qui pourront devenir

des « chocs », notamment au plan financier. Il posera des questions de priorités dans le pilotage des politiques économique comparable à ceux de la transition écologique.

Refondation de notre rapport à la Nature

La protection de la Nature doit désormais être pensée comme participant à notre humanité. Nous devons changer notre manière de produire, de consommer, de nous déplacer et de répartir les richesses, avec une méthode : **la planification écologique, la coresponsabilité** de l'Europe, de l'Etat et des collectivités locales.

C'est, au niveau européen, des quotas de plus en plus restreints de carbone, assortis d'un prix croissant et prévisible des émissions et une taxe carbone aux frontières de l'UE, qui permettront la décarbonation et la relocalisation progressive de productions.

C'est, au plan national, une révolution des mobilités alliant démultiplication des lignes de transports en commun, extension des gratuités dans une logique de service public universel, soutien au co-voiturage, développement du vélo, aide à l'acquisition de véhicules décarbonés (leasing social), appui au fret non-routier (fluvial, fret ferroviaire, hydrogène...).

C'est un soutien aux agriculteurs vers l'agroécologie, avec une PAC profondément réorientée, une politique de pêche et d'aquaculture 100% durable. Le développement d'une agriculture nourricière de qualité est un enjeu d'avenir majeur et elle doit permettre aux producteurs de vivre dignement de leur travail. Avec les acteurs de terrain, producteurs, commerces locaux, une taxe "impact GES" participera au financement de cette nouvelle politique agricole durable cohérente avec les politiques nationales que nous mènerons sur la ruralité, l'alimentation, le bien manger.

C'est une politique énergétique reposant sur la priorité à l'isolation des logements par tiers payant social, un futur énergétique vers le 100%

Refondations !

renouvelable permettant la réduction progressive du nucléaire et une maîtrise publique des entreprises de production.

C'est le développement et le soutien de nouvelles filières de matériaux biosourcés et géosourcés, où l'entretien et l'utilisation d'espaces naturels répond d'une part au besoin social essentiel de construire des logements à l'empreinte carbone faible, et d'autre contribue à redynamiser des bassins d'emplois ruraux sinistrés.

C'est la préservation d'une biodiversité aujourd'hui en grand danger, en commençant par l'arrêt de l'étalement urbain avec de nouvelles formes urbaines plus compactes et un maillage de services du quotidien et de proximité. C'est lutter contre l'artificialisation des sols en protégeant mieux les espaces naturels, agricoles et forestiers des logiques de spéculation foncière. C'est penser la résilience dans toutes nos politiques publiques.

Refondation des rapports sociaux

Les rapports sociaux sont minés par l'accroissement continu des inégalités et de l'insécurité sociale. Nous les combattons à la racine.

Cela suppose d'agir avec vigueur sur les inégalités de revenus comme de patrimoine par une fiscalité progressive - TVA réduite sur les biens de première nécessité et augmentée sur le luxe, CSG à taux réduit sur les bas revenus et prélèvement social augmenté sur les hauts, ISF climatique et taxe sur les superprofits, droits sur les grandes successions - comme par des réglementations limitatives sur l'usage de biens comme les jets privés.

C'est aussi assurer un pouvoir d'achat suffisant pour vivre sans l'angoisse des fins de mois, par des mécanismes d'indexation rapide des salaires par la négociation et si nécessaire par la loi ; le freinage de l'inflation par un blocage des prix qui dépassent comme ceux de l'énergie ; la fin, au niveau européen, de l'indexation absurde sur les prix du gaz ; et par une nouvelle politique du logement économe à prix abordable via l'instauration d'un bouclier logement. C'est garantir l'accès au lo-

gement pour tous, en renforçant la loi SRU pour produire plus de logements sociaux, en généralisant l'encadrement des loyers en zones tendues, en instaurant le bouclier logement, nouvelle protection sociale permettant de soutenir les ménages consacrant une part trop importante de leurs revenus, en luttant contre la vacance de logements.

C'est **retrouver l'universel accès aux protections sociales** : droit à la santé par l'éradication des déserts médicaux, financement repensé du système de santé pour favoriser prévention et maintien en bonne santé, défense de l'hôpital public et revalorisation des métiers du soin ; droit à une assurance chômage sans dégressivité des allocations et sans fin de droit brutale ; droit à profiter d'une vraie retraite en bonne santé.

Nous nous opposons fermement au projet du gouvernement de repousser d'une façon ou d'une autre l'âge légal de départ à la retraite. Quel sens aurait cette réforme alors que seuls 35,5 % des 60 à 64 ans sont en emploi (chiffre 2021). Comment pourrait-elle ne pas accroître les inégalités quand les 5% de Français les plus aisés ont déjà une espérance de vie de 13 ans supérieure aux 5% les plus pauvres, quand l'écart d'espérance de vie en bonne santé demeure de 6 ans entre un ouvrier et un cadre ?

Le système de retraites que nous défendons commence par réintroduire et étendre les critères pour que celles et ceux qui ont connu des carrières longues ou effectué des travaux pénibles puissent partir plus tôt à la retraite, avec un objectif simple, inscrit dans une loi organique : l'égalité du temps de retraite en bonne santé. Voilà où est l'universel pour les retraites : dans le droit à profiter pleinement de sa retraite plus que dans l'uniformité d'une retraite à 60 ans avec 40 annuités dont le coût de plusieurs dizaines de milliards d'euros interdirait beaucoup d'autres progrès sociaux.

Par idéal de justice, nous voulons aussi l'égalité des conditions de départ à la retraite et de niveau des pensions entre les femmes et les hommes, alors que les femmes ont touché, en 2020, une pension 40 % inférieure à celle des hommes.

Par idéal de justice, nous voulons ouvrir, avec les partenaires sociaux, de nouvelles libertés pour

Refondations !

organiser son temps de travail sur toute la vie, pouvoir bénéficier de congés sabbatiques longs pour s'occuper de ses proches ou réaliser ses projets personnels sans préjudice professionnel ni perte de droits ou d'un départ progressif à la retraite à partir de 57 ans accompagné d'une transmission intergénérationnelle des compétences facilitant l'intégration professionnelle des jeunes et au maintien dans l'emploi des seniors.

Par idéal de justice, nous voulons que les revenus du capital contribuent au financement des retraites plus qu'ils ne le font aujourd'hui. Les avancées que nous proposons pour les retraites, fondement du pacte entre les générations, seront financées par un prélèvement social sur les hauts revenus du patrimoine.

C'est **reconnaître la personne en situation de handicap comme un être humain de droit qui revendique**, sans volonté d'avoir à se conformer à une norme « valide », une égalité de droits : droit au travail décent, à l'éducation, au logement accessible et adapté, à la mobilité soit la reconnaissance de la lutte contre le validisme.

C'est **garantir les droits des enfants en portant la création d'un véritable service public de l'enfance** avec notamment une garantie à chaque famille d'un mode d'accueil pour son enfant entre 0 et 3 ans, une refonte de l'aide sociale à l'enfance garantissant un accès universel aux droits, prises en charge et accompagnements en assurant les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre et des outils d'audit et de contrôle ainsi que la protection des enfants contre toutes formes de violences ou agressions en proposant des moyens et des formations aux différents professionnels.

C'est **porter des valeurs qui tournent le dos à celles de la droite** : l'attention à chacun et en particulier aux plus vulnérables, la coopération, le soin des générations futures ; **la laïcité**, qui protège la liberté de croire ou de ne pas croire, ce joyau de notre République que nous défendrons tel un bouclier contre tous les obscurantismes ; la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de discriminations. Si le PS a toujours soutenu les luttes anti coloniales, il doit porter une vision universaliste face aux radicalisations identitaires qui ouvrent la voie à de nouvelles expressions qui substituent l'identité à

l'égalité. Nous voulons refaire du Parti socialiste le parti de l'égalité réelle et de l'émancipation, le fer de lance de la lutte contre les discriminations, contre le racisme, l'antisémitisme et les LGBT+phobies. Pour cela il est nécessaire de réactiver la coopération avec les organisations antiracistes comme SOS Racisme, la LDH ou encore la LICRA, compagnons de longue date de la gauche démocratique ainsi que les nombreuses associations avec qui nous avons porté le mariage pour tous.

C'est enfin **l'accès universel à la culture** car elle questionne le sens même que nous voulons donner à nos vies, mais aussi d'ouvrir les horizons, de créer du commun, du lien entre tous et avec les générations futures, de constituer le patrimoine de l'humanité. Il fut un temps, pas si éloigné, où le Parti socialiste entretenait une relation centrale et privilégiée avec le monde culturel. Un temps où la Commission Nationale Culture de notre parti attirait nombre d'artistes, comédiens, musiciens, chorégraphes, écrivains, cinéastes, plasticiens, de producteurs et d'éditeurs, qui participaient activement aux débats d'idées, non seulement sur les questions culturelles mais aussi sur les toutes questions de société.

Nous devons rebâtir un lien fort avec les femmes et les hommes de culture, dans une diversité à l'égal de celle de la population, pour porter ensemble une nouvelle ambition culturelle pour le pays. D'abord, intégrer l'Education artistique et culturelle au tronc commun des enseignements tout au long de la scolarité. Ensuite, **développer le partage et la transmission par la culture** en s'appuyant sur le réseau des **MJC**, **replacé** au cœur des politiques de diffusion des œuvres et d'accompagnement à la création et à l'émergence, et **par la démocratisation de l'accès des grandes institutions et leur déploiement sur tout le territoire comme le soutien et la multiplication des tiers-lieux**, lieux hybrides, pluridisciplinaires, et à gouvernance collective.

La société doit aussi permettre aux artistes de vivre de leur art. **Les artistes-auteurs feront l'objet d'une attention particulière dans le cadre d'une politique livre et cinéma d'ampleur. Enfin, accompagner le secteur culturel** dans une tran-

Refondations !

sition écologique exemplaire réconciliant sobriété énergétique et circulation des artistes et des œuvres et proposer des stratégies culturelles vertueuses (partage et recyclage de matériels, accompagnement de lieux d'accueil du public pour leurs travaux d'économie d'énergie, festivals zéro plastique...).

Refondation de l'École et confiance dans la jeunesse

Fondement de notre République démocratique, notre Ecole est exsangue et peine à accomplir sa mission. Le mal-être d'un trop grand nombre de nos enfants reste prégnant, celui des professionnels une triste réalité. Il est temps de donner réellement à l'École les moyens de sa démocratisation.

La mixité scolaire et sociale sera un principe intangible inscrit dans le code de l'Éducation, concernant aussi bien la classe, l'établissement ou encore la commune et le département, assorti de moyens pour qu'un tiers à un quart des cours se fassent en effectifs réduits de la maternelle à la terminale.

L'élève sera valorisé, ses spécificités seront reconnues : travail dès les petites classes en équipe, apprentissage dans des contextes différents comme des cours à l'extérieur, encadrement renforcé avec plus de professeurs que de classes tout le long de la scolarité, lutte contre la précarité des animateurs périscolaires, des AESH, suivi individualisé par des professeurs déchargés en collège et lycée, accompagnement individualisé à l'orientation, pôle médico-social renforcé, big bang de l'évaluation qui doit cesser d'être une sanction.

Les élèves des quartiers populaires bénéficieront eux aussi de l'apport de professionnels expérimentés notamment par une garantie de retour et une valorisation significative de leur investissement.

Les personnels de l'enseignement général mais aussi technologique et professionnel verront leurs conditions de travail améliorées (chaque professeur doit pouvoir disposer d'un bureau,

d'un ordinateur et d'un téléphone), **leur traitement revalorisé, leurs perspectives de carrière étendues et leur formation professionnalisée via la création d'une Agence de la formation.**

Refonder l'École, c'est aussi démocratiser l'enseignement supérieur. Nous défendons l'indexation de l'augmentation du nombre de places sur celle des étudiants et le remplacement de Parcoursup par une orientation humaine, transparente et respectueuse des projets d'étude des jeunes.

Dans une économie industrielle de la transition, qui intègre notamment, dans chaque territoire, la circularité et la réparabilité, **l'enseignement professionnel et technologique sera remis à sa juste valeur pour être réellement perçue comme une voie de réussite.**

Plus largement, après la crise sanitaire, marquée par de longues files d'attente de jeunes et d'étudiants pour bénéficier de l'aide alimentaire, **ce sont les conditions de vie des nouvelles générations qui devront être refondées pour leur donner les moyens de relever les défis** à venir. Ce nouveau contrat social devra notamment proposer l'ouverture des droits sociaux de manière universelle, dès 18 ans et poser les bases d'un revenu équivalent à un RSA Jeune, mais aussi aborder le logement, la santé, les moyens de se déplacer, la mobilité internationale, l'insertion professionnelle, le droit aux études.

Pour permettre aux jeunes d'étudier dignement, nous accompagnerons l'augmentation du parc de logement CROUS et plus largement le logement social pour les étudiants. Nous créerons un droit universel à reprendre et terminer des études écourtées. Accompagner des parcours non linéaires est une voie à explorer pour limiter l'échec et le décrochage.

Nous devons aussi **donner aux jeunes leur place dans la construction des politiques publiques** : droit de saisine, création d'instances spécifiques, mise en place des Conseils Municipaux des Jeunes en amont dans les écoles, stimulation de l'engagement à travers des professionnels formés et des outils dédiés, construction de projets dans le cadre municipal, départemental, régional...

Être socialiste, c'est également valoriser ce formidable instrument de sociabilité et d'émanci-

Refondations !

pation individuelle que représente le sport. Le mouvement sportif français compte 3,6 millions de bénévoles ; ils attendent un choc salutaire. Nous le leur devons. La mission d'un Ministère des sports de plein exercice est de s'affirmer comme l'acteur stratégique d'une gouvernance modernisée, en partenariat avec les collectivités territoriales, le mouvement sportif et le monde économique.

Des moyens financiers accrus doivent nous rapprocher progressivement du 1% du budget de l'État, avec une attention particulière pour le sport paralympique, un ambitieux programme de rénovation des équipements locaux favorisant l'accès de tous les publics à l'A.P.S, un Pass' sport élargi, un sport en entreprise encouragé, une E.P.S. (Éducation physique et sportive) mieux reconnue au sein du système éducatif, un rôle affirmé dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, une solidarité renforcée entre sport professionnel et amateur.

Notre vision éthique du sport se traduira par le souci d'éradiquer les dérives trop souvent présentes dans le sport moderne (violences de toutes nature, corruption, dopage, manipulation de compétitions, triomphe du sport – business...) ; elle implique une prise en compte de critères sociaux et environnementaux particulièrement exigeants dans l'attribution des G.E.S.I. (grands événements sportifs internationaux).

Refondation féministe

«Il suffira d'une crise» pour que les droits des femmes soient remis en question, écrivait Simone de Beauvoir. Ces dernières années ont confirmé cette prophétie. Dans la pandémie, les femmes sont en première ligne. La crise sanitaire et le mouvement #MeToo ont mis en lumière l'ampleur des violences domestiques. Les inégalités salariales F/H, loin de se réduire, ont augmenté en 2021. **Blessure ultime pour nous socialistes, les députées issues de notre famille politique sont passées de 50% du groupe à 30% dans cette nouvelle mandature ! Etre socialiste, c'est être féministe.**

C'est lutter contre les stéréotypes de genre, pierre angulaire des progrès dans tous les autres domaines.

C'est ne pas avoir la main qui tremble pour imposer l'égalité professionnelle, pour l'alignement des salaires, pour inverser la charge de la preuve sur les discriminations, créer un statut pour les familles monoparentales, allonger le congé paternité à 16 semaines ou encore pour un droit opposable à la garde d'enfant.

C'est engager un **nouvel acte pour la parité en politique** en ciblant notamment les échelons où les exigences sont inexistantes (intercommunalités, tête des collectivités, 'petites' communes) et en instaurant un mécanisme de remplacement des élues en congé maternité.

C'est lutter avec la plus grande détermination contre les violences sexistes et sexuelles, avec des centres d'accueil spécialisés sur tout le territoire, des moyens pour lutter contre la prostitution des mineures qui ne cesse d'augmenter, la suspension automatique de l'autorité parentale pour le conjoint reconnu coupable de violences intrafamiliales, et des peines d'inéligibilité pour les personnes condamnées pour violences conjugales, sexuelles ou sexistes (VSS). Les missions de la HATVP seront élargies aux VSS.

Refondation de la République

Notre démocratie ne peut plus reposer sur le régime de « monarchie présidentielle » qui est de facto le sien aujourd'hui.

Dans la nouvelle République que nous proposons, le Parlement sera pleinement représentatif par un mode de scrutin mixte élisant la moitié des députés à la proportionnelle, et pleinement légitime avec une élection qui précède celle du Président de la République. Il maîtrisera son ordre du jour et ses votes par la suppression des limites à son droit d'amendement, l'abrogation des votes bloqués et la réforme de l'article 40 de la Constitution. Nous devons lui redonner le temps nécessaire à la fabrication de la loi et limiter strictement le recours aux ordonnances.

Refondations !

Nous voulons que les **citoyens puissent être acteurs d'une démocratie continue**, avec des possibilités d'amendement aux lois en débat et en créant un référendum d'initiative populaire. Nous défendons le vote blanc tout comme le droit de vote des étrangers aux élections locales. **Les principes constitutionnels de liberté, de pluralisme et d'indépendance des médias** face aux géants de l'internet et aux pressions de tous ordres doivent être sauvegardés, en fidélité à l'article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme. » Nous supprimerons le pouvoir de nomination du Président de l'ARCOM par le Président de la République comme d'ailleurs la plupart de ces pouvoirs de nomination.

Nous engagerons un nouvel élan de décentralisation, initié par des Etats Généraux de la démocratie territoriale, afin de rendre aux administrés leur qualité de citoyen acteur de leur territoire et aux collectivités, notamment la Corse, plus de souplesse et de moyens.

Un accès de premier niveau aux principaux services publics sera garanti dans chaque commune. L'autonomie financière des collectivités locales sera rétablie par l'affectation de paniers d'impôts spécifiques avec le pouvoir de fixer librement les taux. De nouveaux blocs de compétences seront transférés et des propositions audacieuses seront mises en débat, comme un « permis de faire » ou des conseils de citoyens tirés au sort et dotés de réels pouvoirs.

Les **territoires ruraux** représentent 80% de la superficie totale, leurs habitants ont le droit à une citoyenneté de plein exercice garantie par l'Etat. C'est donc à ce dernier de s'adapter à la diversité des territoires et non aux territoires de s'adapter à une politique nationale uniforme, comptable et forcément injuste. En commençant par l'accès à la santé et aux soins, en mettant fin aux déserts médicaux par l'augmentation du numérus clausus et l'incitation à l'installation en zone déficitaires en médecins par le conventionnement sélectif ; ou en matière d'éducation, le remplacement de la logique comptable de la carte scolaire annuelle qui n'a pas de sens dans la ruralité, par un engagement triennal garantissant à la fois la

qualité de l'éducation et le partenariat avec les communes en matière d'investissements ; ou encore par la mise en œuvre effective d'un bouclier rural fixant notamment un temps d'accès maximum aux principaux services pour chaque citoyen ; et enfin un arrêt de toute réduction de la desserte en transports en commun et une réouverture des lignes fermées depuis l'ouverture à la concurrence.

Les **Outre-mers** trouveront leur pleine reconnaissance dans cette nouvelle République, tout comme les conditions de leur accès à l'égalité réelle. Nos territoires ultramarins sont aujourd'hui affaiblis par le creusement des inégalités et menacés par les effets du changement climatique. La crise sanitaire fut un tragique révélateur de l'ampleur des fractures sociales et territoriales et du sentiment d'abandon. Nous devons apporter des réponses qui commencent par la considération et le dialogue avec nos concitoyens qui y vivent. Nous proposons dès la sortie du congrès un travail de diagnostic et programmatique avec les fédérations et les élus de gauche de ces territoires pour bâtir ensemble un projet réaliste et inclusif qui permette de redonner de l'espoir à tous.

Refonder la République, c'est enfin **n'oublier ni la sécurité, ni la justice. Ceux qui transgressent la loi** ne doivent jamais faire la loi. Nous croyons en l'autorité publique, en la nécessité de l'ordre républicain. Nous croyons au rôle essentiel de la justice, point d'équilibre de toute démocratie, aujourd'hui au bord de l'asphyxie. La question des moyens est ici primordiale. Nous proposerons une loi de programmation annuelle visant à augmenter le nombre de policiers de proximité, de magistrats et de greffiers pour assurer un budget à la hauteur des besoins, notamment pour le règlement rapide des litiges du quotidien et la modernisation numérique.

Nous travaillerons au **continuum tranquillité-sécurité-prévention-justice indépendante** en renforçant la coopération entre les polices nationale, municipale et les associations de prévention et d'éducation spécialisées. En matière pénale nous limiterons la récidive, notamment par le renforcement des personnels d'insertion et de probation, le développement de peines alternatives,

Refondations !

l'accompagnement social et la fin des sorties 'sèches' de détention. La communication entre acteurs du monde judiciaire doit être renforcée et la place des victimes réaffirmée et renforcée du début de la procédure jusqu'à l'exécution de la peine.

Refondation de l'Europe

L'engagement pro-européen est constitutif de notre identité socialiste. L'Europe doit rester notre chemin autant que notre fierté. La construction européenne, certes imparfaite, demeure l'une des plus belles incarnations de nos combats pour la paix, la prospérité, la solidarité entre les peuples c'est-à-dire l'internationalisme. Considérer l'Union européenne, comme l'écrit le leader de LFI, comme une construction "illégitime en France", c'est renier notre engagement pro-européen. **Choisir la « désobéissance » c'est réfuter notre capacité à négocier et convaincre nos partenaires européens.** Comment le Parti socialiste pourrait-il rester pro-européen s'il s'opposait à la primauté du droit européen et donc à l'Etat de droit ?

Nous souhaitons une Europe forte et souveraine, capable de protéger ses valeurs et son peuple. Nous voulons une véritable politique étrangère, de sécurité et de défense commune, ainsi qu'une autonomie stratégique en matière énergétique et une politique industrielle plus ambitieuse. L'UE doit continuer de soutenir l'Ukraine jusqu'au bout par des fournitures militaires, les sanctions, l'aide humanitaire et la reconstruction d'après-guerre. Il est également temps de mettre en œuvre une méthodologie clarifiée et harmonisée pour permettre l'élargissement à l'Ukraine et aux pays des Balkans occidentaux, en le conditionnant néanmoins à une réforme institutionnelle et démocratique des institutions.

Pour répondre aux enjeux sociaux et climatiques, l'UE devra augmenter son budget

grâce à des ressources propres et compléter l'Union économique et monétaire par le pilier fiscal. Avec ces nouvelles prérogatives, l'UE sera en mesure de fournir de véritables biens publics eu-

ropéens, de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux, et de définir une nouvelle politique d'accueil des réfugiés.

Pour une Europe politique plus intégrée qui met au cœur les citoyens européens. On ne naît pas citoyen européen, on le devient. La culture et l'éducation participent au développement du sentiment d'appartenance à l'Union européenne. C'est pourquoi, nous proposons la mise en place d'un programme de connaissances et de savoirs commun par niveau d'études, et la formation des professeurs dans le respect du principe de subsidiarité. Nous souhaitons également développer Erasmus pour le rendre plus accessible indépendamment du choix d'étude et créer un pass culture européen.

Au plan institutionnel, chacun voit bien que les Traités en vigueur ne sont plus adaptés aux urgences, notamment écologiques et sociales, de notre temps. Nous porterons donc une refonte globale des Traités, pour bâtir une Union européenne plus démocratique, mieux intégrée et réorienter ses politiques.

Le Parlement européen devra être renforcé par un droit d'initiative législative, la fin du veto au Conseil, des élections européennes avec des listes transnationales. Enfin, une meilleure protection des principes fondamentaux de l'UE et de l'Etat de droit devra être assurée, pour que l'Union reste une communauté de valeurs et de destin.

Refondation des relations entre les peuples

Le contexte géopolitique est plus que tendu : guerre en Ukraine, catastrophes climatiques, arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays comme récemment en Italie avec l'élection de G. Meloni, 100 ans après... Mussolini.

Des signes d'espoir existent, comme le retour en force de la gauche en Amérique Latine jusqu'à la victoire de Lula, la vigilance des sociétés civiles en Afrique ou les manifestations pour la liberté des Iraniennes.

Mais la situation reste sombre. Avec la crise éner-

gétique et alimentaire, après la pandémie, les questions internationales sont omniprésentes dans la vie quotidienne des français. Les désordres de nos vies sont mondiaux et c'est à ce niveau-là que les humains réussiront ou échoueront ensemble.

Cela commence par la diplomatie climatique.

L'accord de Paris sur le climat en 2015 est une fierté, pour nous socialistes qui l'avons porté, mais aussi une responsabilité d'œuvrer pour rendre contraignants les engagements des Nations, via un tribunal pénal international punissant les crimes d'écocide, pour abonder des fonds de solidarité climatique ou encore redéfinir les relations franco-africaines dans une logique de souveraineté solidaire et écologique.

Diplomatie climatique, mais aussi économique : nous ne voulons pas d'un monde gouverné par des multinationales et défendrons l'innovation de la loi devoir de vigilance pour lutter contre l'esclavage moderne, le travail des enfants et la déforestation importée. Nous œuvrerons pour étendre la lutte contre les paradis fiscaux et pour des outils novateurs comme les taxes sur les transactions financières ou sur les superprofits, ou en conférant le caractère de bien public aux données massives personnelles, soumettant les GAFAM à un processus de délégation de service public.

Notre diplomatie est universaliste. Le courageux combat des femmes iraniennes nous le rappelle. Les socialistes doivent toujours se tenir aux côtés des peuples et contre ceux qui les oppriment, comme l'Arabie Saoudite qui massacre au Yémen ou la Chine qui génocide les Ouïgours et menace Taiwan ; aux côtés du peuple arménien dont l'existence est mise en danger par l'Azerbaïdjan, des kurdes opprimés par le gouvernement turc. Aucun enjeu géopolitique ne justifie le silence d'un socialiste.

Notre mission est de travailler à la paix entre les peuples, comme nous l'avons fait en Europe.

Nous avons des alliés précieux, regroupés principalement au sein de l'OTAN ; gardons-les, soutenons les pays qui tels la Finlande et la Suède veulent la rejoindre. Nous sommes une puissance militaire avec un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, ce qui nous confère une indé-

pendance ; cultivons-la, au sein d'une défense européenne, tant elle est utile dans un monde qui ne trouvera sa stabilité que dans un multilatéralisme équilibré.

Enfin, le retour du PS dans l'internationale socialiste doit être l'affaire de tous. Il ne s'agit pas de proclamer des réformes, mais de retisser des réseaux pour élaborer nos propositions dans un cadre collectif avec d'autres partis. Pour être mieux écouté, il faut mieux écouter.

Les dirigeants doivent collaborer plus en dehors des congrès ou des campagnes électorales. Comme disent les travaillistes norvégiens, « le parti doit être ouvert et curieux » et cela dans tous les domaines.

Le Parti doit renouer avec un internationalisme pratique qui consiste à ne pas réduire la connaissance de l'Etat du monde à la seule presse ou aux seuls experts, mais par des analyses partagées et des rencontres plus fréquentes, ce qui aidera à la transition entre un internationalisme de la proclamation à un internationalisme de l'action.

Refondation de la gauche qu'on aime

Nous devons enfin refonder l'outil politique nécessaire, la force centrale, pour permettre à toute la Gauche de gagner. Ce ne sera pas la simple reproduction du Parti Socialiste tel qu'il a été, encore moins tel qu'il est. Il devra se réinventer, se dépasser en construisant avec d'autres la gauche social-écologique nécessaire à notre époque.

Nous prendrons à bras le corps cette double nécessité : nous réarmer idéologiquement, nous réinvestir en profondeur dans les mouvements sociaux et sociétaux. Nous attacherons une grande attention à ouvrir nos portes à la **diversité** sociale de notre pays : ouvriers, employés, intérimaires, des villages, petites villes, banlieues et métropoles.

Nous engagerons une **refondation féministe de notre parti et de ses statuts**, facilitant l'engagement des femmes et leur égale représentation dans les fonctions au sein du Parti comme

Refondations !

dans les mandats électifs. Nous permettrons les binômes paritaires à tous les échelons, et notamment à la tête de nos fédérations et de nos secrétariats aux élections. **Le poste de Premier secrétaire sera obligatoirement occupé par un binôme paritaire. Nous soumettrons cette décision à référendum militant dès le lendemain du Congrès et elle sera immédiatement applicable.**

Nos statuts prévoient également, sous peine de nullité des désignations, **la parité** sur les circonscriptions gagnables, ainsi que l'exigence de parité réelle lors des autres scrutins. Enfin la lutte contre les VSS sera renforcée par des dispositifs de formation, de recueil de la parole et des sanctions effectives et fortes (absence d'investiture, exclusion). Tout socialiste condamné pour VSS devra démissionner immédiatement de toute fonction et mandat.

Les militants socialistes se désespèrent de ne pouvoir plus contribuer aux travaux de leur Parti. Nous changerons cela. Nous intégrerons à nos statuts un **référendum d'initiative militante** activable sur les grandes questions stratégiques ; nous réactiverons un **Laboratoire des idées** ainsi que la journée nationale des secrétaires de section ; nous créerons une nouvelle publication mensuelle à destination des adhérents ; nous lancerons une école de formation **dans chaque fédération** aussi bien pour les futurs candidats que pour les élus, que pour les collaborateurs ou permanents politiques issus ou liés au parti.

Le PS reste la première force de gauche en termes d'élus locaux dont il a su assurer le renouvellement. Nos territoires soient des laboratoires du changement. Nos élus locaux seront placés au

cœur avec un Bureau National des territoires représentatif de leur diversité et un secrétariat national aux français de l'étranger sera créé.

Afin qu'ils soient de véritable lieu de délibération et décision collective et non d'enregistrement, **nous transformerons le Conseil National et les Conseils Fédéraux en véritables parlements du Parti**, avec droit d'amendement. Nous créerons un mécanisme d'appui aux plus petites fédérations. Nous profiterons de la possibilité d'organiser des CN hybrides pour les décentraliser et les ouvrir aux militants des fédérations hôtes.

Nous mettrons **les outils numériques** au service de cette vision du parti. Chaque débat, chaque convention sera appuyée par une plate-forme participative ; les CN seront décentralisés et accessibles à tous via la visio-conférence ; les commissions nationales thématiques seront réactivées et revivifiées notamment grâce aux outils numériques ; une chaîne dédiée permettra l'organisation à intervalle régulier de webinaires thématiques.

Nous rendrons leur **autonomie aux Jeunes Socialistes**, en supprimant la tutelle financière et organisationnelle qui leur reste imposée. Enfin **nous valoriserons l'engagement de nos militants au sein d'associations, de syndicats**, de collectifs ou de luttes au service de nos valeurs communes et l'influence numérique sur les réseaux sociaux.

Fier·s d'être socialistes décidons ensemble d'ouvrir la voie nouvelle de ces refondations, la voie centrale pour nous unir, la voie d'une gauche qu'on aime !

Refondations !



CONSEIL NATIONAL

Samedi 26 Novembre 2022

SIGNATAIRES

Premier signataire : **Nicolas MAYER-ROSSIGNOL** Maire de Rouen (76)

700 signataires parmi 2000 :

EL AARAJE Lamia - Porte-parole du Parti socialiste (75) ; **FITA Claire** - Vice-présidente de la région Occitanie (81) ; **HIDALGO Anne** - Maire de Paris (75) ; **DELAFOSSE Michaël** - Maire de Montpellier et Président de la Métropole (34) ; **BONNEAU François** - Président de la Région Centre-Val de Loire (45) ; **DUFAY Marie-Guite** - Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté (25) ; **KANNER Patrick** - Sénateur du Nord, président du groupe socialiste du sénat (59) ; **ARTIGALAS Viviane** - Sénatrice des Hautes-Pyrénées (65) ; **ASSOULINE David** - 1^{er} SF de Paris, Sénateur (75) ; **AVIRAGNET Joël** - Député de Haute-Garonne (31) ; **BLATRIX Florence** - 1^{ère} SF Ain, Sénatrice de l'Ain (01) ; **BOUAD Denis** - Sénateur du Gard (30) ; **DE LA GONTRIE Marie Pierre** - Sénatrice de Paris (75) ; **FÉRAUD Rémi** - Sénateur de Paris, Président du Groupe Paris En Commun du Conseil de Paris (75) ; **FILLEUL Martine** - Sénatrice du Nord et ex-première SF (59) ; **HARRIBEY Laurence** - Sénatrice de Gironde (33) ; **LE HOUEIROU Annie** - Sénatrice des Côtes-d'Armor (22) ; **MARIE Didier** - Sénateur de Seine-Maritime (76) ; **MERILLOU Serge** - Sénateur de la Dordogne (24) ; **MICHAU Jean-Jacques** - Sénateur de l'Ariège (09) ; **PANIFOUS Laurent** - Député de l'Ariège (09) ; **PETIT Bertrand** - Député du Pas-de-Calais (62) ; **PLA Sébastien** - Sénateur de l'Aude (11) ; **POTIER Dominique** - Député de Meurthe-et-Moselle (54) ; **REDON-SARRAZY Christian** - Sénateur de la Haute-Vienne (87) ; **SAULIGNAC Hervé** - Député de l'Ardèche (07) ; **SUEUR Jean-Pierre** - Sénateur du Loiret (45) ; **TAUPIAC David** - Député du Gers (32) ; **CHENUT Jean-Luc** - Président du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine (35) ; **DUPOUY Philippe** - Président du conseil départemental du Gers (32) ; **LAURENT PERRIGOT Françoise** - Présidente du conseil départemental du Gard (30) ; **LEBLOIS Jean-Claude** - Président du Conseil départemental de Haute-Vienne (87) ; **MÉNARD Michel** - Président du Conseil départemental Loire-Atlantique (44) ; **MESQUIDA Kléber** - Président du Conseil départemental de l'Hérault (34) ; **PEIRO Germinal** - Président du Conseil départemental Dordogne (24) ; **RAMOND Christophe** - Président du conseil départemental du Tarn (81) ; **TEQUI Christine** - Présidente du conseil départementale de l'Ariège (09) ; **LEBRETON Claudy** - Ancien président du conseil départemental des Côtes-d'Armor, ancien président de la FNESR (22) ; **BIGOT Jacques** - Ancien sénateur du Bas-Rhin (67) ; **BODIN Yannick** - Ancien Sénateur (77) ; **DANIEL Karine** - Ancienne députée de Loire-Atlantique (44) ; **GENISSON Catherine** - Ancienne députée et sénatrice du Pas-de-Calais (62) ; **LEDUC Jean Marie** - Ancien député cm de Deshaies (76) ; **LEPAGE Claudine** - Ancienne sénatrice des Français de l'étranger, membre du CA de Français du monde-adfe (75) ; **MADEC Roger** - Ancien sénateur de Paris, conseiller de Paris (75) ; **MARTIN Philippe** - Ancien Député du Gers et Président du Conseil Départemental du Gers. Ancien Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (32) ; **PAUVROS Rémi** - Ancien député du Nord (59) ; **VERGNIER Michel** - Député honoraire de la Creuse (23) ; **BEAUSERT LEICK Valérie** - Ancienne présidente du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle (54) ; **BONREPAUX Jean-Christophe** - 1^{er} SF de l'Ariège (09) ; **CORDIER Stéphane** - 1^{er} secrétaire fédéral d'Eure-et-Loir (28) ; **EL YASSA Myriam** - 1^{ère} SF du Doubs (25) ; **GIRON Yves** - 1^{er} SF de la Creuse (23) ; **HENNEQUIN Thomas** - 1^{er} SF Aisne, Maire de Montcornet (02) ; **JUSTINIEN Rémi** - 1^{er} SF de Charente-Maritime (17) ; **LABARTHE Vincent** - 1^{er} SF du Lot, Vice-président de la région Occitanie, président du Grand Figeac (46) ; **LANZI Nathalie** - 1^{ère} SF des Deux-Sèvres, conseillère régionale (79) ; **LAVITOLA Emeric** - 1^{er} SF Dordogne (24) ; **PEYRE Lucas** - Conseiller Municipal Délégué - Premier Fédéral PS 63 (63) ; **PRADEL Julien** - 1^{er} SF Hérault (34) ; **ROBIN François** - 1^{er} fédéral du PS Lozère (48) ; **ROULY Nicolas** - 1^{er} SF de Seine-Maritime, Maire de Grand Quevilly (76) ; **ROYER Jérôme** - 1^{er} SF de Charente, Conseiller municipal à Jarnac, conseiller d'agglomération a Grand Cognac (16) ; **SCHMELTZ Dominique** - 1^{er} SF de l'Aube (10) ; **TOURON Nicolas** - 1^{er} SF des Hautes-Pyrénées (65) ; **WEBER Michaël** - 1^{er} SF Moselle, conseiller régional (57) ; **ALLOSSERY Jean-Pierre** - Maire d'Hazebrouck (59) ; **ALLOY Hervé** - Maire (33) ; **ALMALLAK Hussam** - Maire (34) ; **ANDRIEU Philippe** - Conseiller régional, Maire (11) ; **ARNAUD Magali** - Maire et Vice-Présidente de Communauté d'Agglomération (11) ; **ARROUY Michel** - Maire de Frontignan (34) ; **AZNAÏR Blaise** - Maire (81) ; **BACH Mélanie** - Mairie de Limoux (11) ; **BARTHOLOMEUS Grégory** - Maire de Fort Mardyck, commune associée de Dunkerque et conseiller départemental du Nord (59) ; **BAYLE Régis** - Conseiller régional d'Occitanie, maire d'Arrigas et président de la Communauté de Communes du Pays vignais. (30) ; **BÉRARD Stéphane** - Maire et Conseiller Régional (12) ; **BEYAERT Martial** - Maire de Grande Synthé, conseiller régional des Hauts-de-France (59) ; **BOUSQUET Alain** - Maire d'Eyne (66) ; **BRAYLE Sébastien** - Maire (81) ; **BROUILLE Andréa** - 1^{ère} VP région Nouvelle Aquitaine, Maire de Bessines-sur-Gartempe (87) ; **BRUMENT Antoine** - Maire de Martigny, vice-président du PETR du pays Dieppois (76) ; **CABANNE RAYMOND** - Maire De Ladern Sur Lauquet (11) ; **CABRAL Fabrice** - Maire d'Aussillon (81) ; **CAHUZAC Philippe** - Maire (32) ; **CALVAT Renaud** - Maire de Jacou, 1^{er} vice-président de la Métropole de Montpellier (34) ; **CARBONNEL Jean louis** - Maire (11) ; **CHAPPÉ Fanny** - Maire / conseillère régionale (22) ; **CHÉREAU Frédéric** - Maire de Douai (59) ; **CORDEBARD Alexandra** - Maire du Xème arr. de Paris (75) ; **COUTEY Guillaume** - Maire de Malaunay, conseiller départemental de Seine-Maritime (76) ; **CRAÏS Gérard** - Maire (82) ; **DAGNAUD François** - Maire du XIX^{ème} arr. de Paris (75) ; **DE LAUNAY Laurent** - Maire d'Izon (33) ; **DEBAT Jean-François** - Maire de Bourg-en-Bresse (01) ; **DELPY Emile** - Maire Vice

Refondations !

- président communauté de communes (11) ; **DOUTREMEPUICH** Philippe - Maire. Président d'association des maires ruraux (34) ; **FAGNEN Sébastien** - Maire délégué de Cherbourg-Octeville (50) ; **FIGEAC** Mireille - Maire et présidente de comcom (46) ; **FOURNEL** Jean Marc - Maire de Longwy (54) ; **GALY** Jacques - Maire, VP com com (11) ; **GAZEL** Emmanuelle - Maire de Millau et présidente de l'agglomération de Millau (12) ; **GOKEL** Julien - Maire de Cappelle la Grande, conseiller départemental du Nord (59) ; **HERBAYS** Francis - Mairie de FILLIERES (54) ; **JACQUET** Richard - Maire (27) ; **JAMET** Marc-Antoine - Maire de Val de Reuil (27) ; **LAPREBENDE** Christian - Maire d'Auch (32) ; **LECROQ** Patrick - Maire (66) ; **LEJEUNE** Etienne - Maire de La Souterraine, Président de la communauté de communes de La Souterraine, conseiller régional (23) ; **LEJOINDRE** Éric - Maire du XVIIIème arr. de Paris (75) ; **LESAGE** Julie - Maire de Grand Couronne (76) ; **LEVEQUE** Gaëlle - Maire de Lodève (34) ; **LOUBET PIERRE** - Maire de Gilly sur Isère (73) ; **MAGRO** Christian - Maire, vice-président (11) ; **MATHERON** Françoise - Maire de Saint Bauzille de Montmel, conseillère régionale (34) ; **MAURAS** Marie-Claude - Maire (32) ; **MEJEAN** Claudie - Maire de Bram, conseillère régionale (11) ; **MEJEAN** Claudie - Maire de Bram, conseillère régionale (11) ; **MERABET Djoudé** - Maire d'Elbeuf (76) ; **MERCIER** Pascal - Maire de Preignan, Président de l'agglomération de Grand Auch Cœur de Gascogne (32) ; **MOIGNARD** Jacques - Maire (82) ; **PANE Luce** - Maire de Sotteville-lès-Rouen (76) ; **PENSO** Éric - Maire et VP métropole (34) ; **PERAL** Marie-Edith - Maire et Conseillère Départementale (66) ; **PIETTE** Thomas - Maire de Ferrière la Petite (59) ; **RAPPENEAU** Philippe - Maire conseiller départemental et VP AGGLO (11) ; **REQUO** Jean Luc - Maire (34) ; **REVEL** Valérie - Maire de Lescar (64) ; **ROIG** Frédéric - Maire (34) ; **ROUGÉ** Michel - Maire de Launaguet/Conseiller métropolitain (31) ; **SALASC PHILIPPE** - Maire d'Aniane (34) ; **SERVAT** Alain - Maire d'Ustou Vice-Président comcom Couserans Pyrénées (09) ; **TELLIER** Morgan - Maire (82) ; **THEVENOT JEAN PIERRE** - Maire (76) ; **THIRY** René - maire d'Audun le Roman (54) ; **TOUHE-RUMEAU** Christian - Maire de Mouchan (32) ; **VALLIERE PASCAL** - Maire de PEPIEUX et Vice-Pdt Carcassonne Agglo (11) ; **VASSAS-MEJRI** Claudine - Maire de Castrie, 1^{ère} vice-présidente du Conseil départemental de l'Hérault (34) ; **VAUGLIN** François - Maire du XIème arr. de Paris (75) ; **VEAUX** Roland - Maire de Sers (16) ; **ABADIE** Muriel - Vice-présidente de la région Occitanie, Maire (32) ; **ABDALLAH** DAOUD - Secrétaire PS310 (13) ; **ABDOURAZAKOU** Niswat - Conseillère municipale de Sotteville-lès-Rouen (76) ; **ADAM** Magali - Adjointe au maire (76) ; **ADEUX** Hervé - Adjoint au maire (76) ; **AHOUDIAN** Adji - Adjoint au maire de Paris 19^e (75) ; **AICHOUN BAPTISTE** Bérangère - Adjointe au Maire du 13^e arr. de Paris (75) ; **AKKARI** Maya - Conseillère de Paris (75) ; **ALARD** Pascal - Président d'association et secrétaire fédéral PS09 (09) ; **ALAZARD-SCHNEIDER** Elisabeth - Secrétaire Solidarité Plateau - Rouen et Administratrice APAJH 76 (76) ; **ALEMANY** Jérôme - Vice-président du conseil départemental de Loire-Atlantique (44) ; **ALGRAIN** Éric - 1^{er} adjoint PS de Paris 10^{ème} (75) ; **ALIBERT** Damien - Conseiller municipal (34) ; **ALLAIS** Etienne - BF PS Nord (59) ; **ALLENO** Kevin - Conseiller municipal de Lanester (56) ; **ALMARCHA** Jean - conseiller départemental (34) ; **ALOUANE** Yann - Conseiller délégué (54) ; **AMIRI** Bassir - Conseiller municipal de Dijon délégué au patrimoine culturel (21) ; **ANDRE** François - Élu municipal (66) ; **ARCIZET** Georges - Adjoint Maire Ustou (09) ; **ARNAUD-DESSAGNE** Bernard - Secrétaire Section Bizanos (64) ; **ARSENE** Carole - Conseillère municipale (76) ; **ASSAF** Christian - Président du groupe socialiste à la région Occitanie et vice-président de la métropole de Montpellier (34) ; **ASSAILLY** Sébastien - Conseiller Municipal à La Mothe St Heray, Membre Conseil Fédéral 79, Secrétaire de Section, Représentant de Proximité CGT (79) ; **ASSAILLY** Sébastien - Conseiller municipal à la Mothe St Heray 79800 et Représentant Syndical CGT dans mon entreprise (79) ; **ATTAF** Lalia - Adjointe au Maire (13) ; **ATTOU** Yves - Maire de Saint Christophe sur Roc (79) ; **AUBOIS** Anna - Conseillère régionale - Conseillère Municipale Déléguée (63) ; **AUGÉ** Emilie - Conseillère municipale (14) ; **AURENSAN** Nadine - 1^{ère} adjointe au maire de Auch (32) ; **AUZEMERY** Alain - Conseiller départemental et Président EPCI (87) ; **BACHMANN** Emmanuel - conseiller municipal et membre suppléant au CSE (67) ; **BADENAS** Jean-Noël - Conseiller régional (34) ; **BALON** Sylvie - conseillère départementale et adjointe au maire de Longwy, secrétaire de section de l'agglomération de Longwy (54) ; **BANQUET** Régis - Maire d'Alzonne - Président Carcassonne Agglo - VP Intercommunalités de France (11) ; **BARAILLÉ** Julien - Conseiller Régional (66) ; **BARANOWSKI** Alain - Adjoint au Maire Avion (62) ; **BARDIES** Pierre - Maire (11) ; **BARRAL** Yves - Conseiller municipal (34) ; **BARRIER** Yann - trésorier section Rennes Métropole Nord-Ouest (35) ; **BASSIOUNI** Aïmane - Adjoint au Maire du 13^e arr. de Paris (75) ; **BAUBAY** Philippe - Maire et conseiller régional d'Occitanie (65) ; **BEAUSSART** Marylène - Adjointe au maire de Gravelines (59) ; **BEAUVAIS** Laurent - conseiller régional Normandie (61) ; **BEAUVALLET** Didier - Secrétaire de la section du 8^e arr. de Lyon (69) ; **BEGUE** Guy - Secrétaire de section (Morlaàs) (64) ; **BELLANGER** Boris - Adjoint au maire de Montpellier, conseiller métropolitain (34) ; **BELOTTI** Magali - Conseillère municipale (11) ; **BEN YEDDER** Lotfi - Conseiller municipal (93) ; **BENELHADJ SABOURIN** Muriel - Conseillère départementale (79) ; **BERARD** Stéphane - Conseiller régional d'Occitanie, Maire (12) ; **BERESSI** Isabelle - Conseillère régionale IDF, porte-parole du groupe socialiste à la région (95) ; **BEROT** Sébastien - Conseiller municipal Périgny, conseiller communautaire (17) ; **BERTAUD** Christophe - Adjoint au maire de La Rochelle (17) ; **BERTRAND** Sébastien - Maire (09) ; **BESNARD** Antoine - Élu étudiant au Conseil de Gestion de l'UFR SHS de l'Université de Rouen (76) ; **BEYRAND** Mickael - Conseillère municipale - Bessines sur Gartempe (87) ; **BLANCHARD** Nadine - conseiller d'arr. (75) ; **BLESS** Mathieu - CMun Graulhet, Délégué Agglo Gaillac Graulhet (81) ; (81) ; **BOCHKOVITCH** Dominique - Secrétaire de section Montpellier 2 (34) ; **BODIN Nicolas** - VP du Grand Besançon (25) ; **BOLO** Pascal - Conseiller Départemental-Adjoint au Maire (44) ; **BORIE** Hervé - Conseiller municipal

Refondations !

de St Denis, VP Plaine Commune, Prdt de Saint-Denis Union Sports (93) ; **BORT** Christophe - Conseil fédéral de Moselle (57) ; **BOSSIS** Catherine - Conseillère régionale Région Occitanie (11) ; **BOUCHE** Bernard - Maire (82) ; **BOUJLILAT** Hicham - Vice-Président du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (58) ; **BOURDON** Didier - Trésorier de la fédération de Charente-Maritime (17) ; **BOURDONCLE** Catherine - Vice-présidente Conseil départemental 82 (82) ; **BOURSEGUIN** Yann - Adjoint au maire de Blois/vice-président d'aggopolys (41) ; **BOUTET** Laurent - Adjoint au maire et conseiller communautaire (09) ; **BRASSE** Matthieu - Conseiller régional Normandie, Le Havre (76) ; **BREUIL CHRISTOPHE** - Conseiller Municipal 87500 Saint-YRIEIX LA PERCHE (87) ; **BRIANÇON** Philippe - Conseiller régional Occitanie, adjoint au maire de Colomiers, élu syndical CFDT au CNES (31) ; **BRISSAC-FÉRAL** Claude-Hélène - Elue à la municipalité de Lodève (34) ; **BROSSEL** Colombe - Membre du CN (75) ; **BRUNET** Véronique - Adjointe au maire (34) ; **BRUYERE** Daniel - secrétaire de section de Montrouge (92) ; **BUISSON** Philippe - Conseiller municipal délégué ELBEUF SUR SEINE (76) ; **BURGAN** Marion - Secrétaire de section Tarbes (65) ; **BUSSY** Martin - Maire adjoint Paris 20e (75) ; **CAILLOT** Thomas - Adjoint au maire d'Elbeuf, conseiller Métropole Rouen Normandie, président de la Mission Locale de l'Agglomération d'Elbeuf (76) ; **CALAS** Stéphanie - adjointe à l'Education à Gragnague (31) ; **CANZERINI SALVADOR** Hélène - conseillère municipale à Villerupt (54) ; **CAREL** Pierre - Conseiller départemental, adjoint au Maire (76) ; **CARLES** Clément - Conseiller régional d'Occitanie (12) ; **CARLIER-MISRAHI** Danièle - Adjointe au maire de La Rochelle, conseillère départemental, conseillère communautaire déléguée (17) ; **CARREIRAS** JOEL - Membre suppléant du CN (31) ; **CASALS** Jean-René - Secrétaire Fédéral, Secrétaire de section, conseiller municipal (66) ; **CASTRO** Francisca - Secrétaire de section de Lisbonne (FFE) ; (FFE) ; **CAVAILLÈS** Christophe - Conseiller municipal Tarbes, conseiller d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (65) ; **CAVALIERE** NOEL - Secrétaire de section PS Paris 5^{ème} arr. (75) ; **CERTAIN** Victor - Animateur Fédéral des Jeunes Socialistes de l'Hérault (34) ; **CHANGEUR** Julie - Membre du CF (75) ; **CHAPPET** Cyril - 1^{er} adjoint au Maire de Saint-Jean-d'Angély (17) ; (17) ; **CHARPENTIER** Alex - Secrétaire de la section de Bourges, Conseiller municipal de Bourges, candidat NUPES sur la 1^{ère} circonscription du Cher (18) ; **CHARRET-GODARD** Océane - Vice-présidente région Bourgogne Franche-Comté, conseillère municipale Dijon (21) ; **CHAUVELOU DUBAN** Claudy - Vice-Présidente Conseil départemental de la Haute-Saône et Conseillère régionale Bourgogne Franche-Comté (70) ; **CHAUVOIS** Raphaël - Conseiller communautaire Caen la mer (14) ; **CHELVI-SANDIN** Zita - Conseillère départementale de l'Hérault (34) ; **CHERRIER** Muriel - Conseillère départementale (11) ; **CHEVANDIER** Thomas - Conseiller de Paris, Secrétaire national du Parti socialiste (75) ; **CHIBLI** Kamel - Vice-président de la région Occitanie (09) ; **CHICHE** Mahor - Conseiller de Paris (75) ; **CHOUMI** Abderrahim (31) ; **CISSAKHO** Ousmane - Conseiller municipal, Dirigeant de société, administrateur négociateur de branche (49) ; **COLLADO** José - Conseiller départemental (61) ; **COLOMES** Jean Bernard - Conseiller municipal et délégué communautaire dirigeant club rugby (65) ; **COMBERNOUX** Patrick - Adjoint au maire saint Mathieu de Treviers (34) ; **COMTE** Geneviève - Conseillère municipale (11) ; **CONFAIS** Franck - Secrétaire de section (76) ; **COQUE** Philippe - Conseiller municipal (76) ; **CORBI** Christophe - Adjoint au maire (31) ; **CORDIER** Joseph - Secrétaire de section Boucle de Seine (78) ; **COROUGE** Hervé - Conseiller départemental de Loire-Atlantique (44) ; **CORSIA** Jean-Pierre - Adjoint au maire de Paris 11^{ème} (75) ; **COSNARD-LUSSOT** Evelyne - Secrétaire de section au PS, Administratrice de l'ASFAD (35) ; **COTE** Sébastien - Adjoint au maire de Montpellier en charge de la sécurité (34) ; **COUDERC** Philippe - conseiller municipal (81) ; **COULOMBEL** Ludovic - vice-président conseil départemental d'Ille et vilaine (35) ; **COULON** Pascal - Élu municipal (35) ; **COURTEILLE** Anne-Françoise - 1^{ère} Vice-Présidente du Département d'Ille-et-Vilaine (35) ; **CROS** Geoffrey - Maire adjoint (46) ; **DAROCHAS** Chloé - Secrétaire fédérale à la communication (03) ; **DAUMAS** Robert - Conseiller municipal (30) ; **DAVIAUD** Jean-Philippe - Conseiller de Paris (75) ; **DE ALMEIDA CHAVES** Guillaume - Conseiller Régional d'Occitanie délégué à la jeunesse, à la vie Lycéenne et Étudiante. Conseiller Municipal à Saint-Loup-Cammas (31) ; **DE BAERE** Fanny (94) ; **DE CINTRE** Christine - Conseillère métropolitaine et municipale Rouen (76) ; **DE NODREST** Stéphane - SF Travail Solidarité PS64 (64) ; **DE TARLÉ** Aymeric - Conseiller du 11^e - Paris (75) ; **DE TEMMERMAN** Jennifer - Conseillère régionale (59) ; **DEARY** Lindsey - Elu communal et intercommunal (64) ; **DECAUX-TOUGARD** Françoise - Conseillère municipale Grand-Quevilly (76) ; **DECLERCQ** Coralie - Conseillère municipale 13^{ème} arr. Paris (75) ; **DECORDE** Vincent - Conseiller municipal Roncherolles sur le vivier (76) ; **DEJEANS** Monique - Secrétaire de la section PS Luxembourg (FFE) ; **DELALONDE** Julie - Conseillère régionale Occitanie (30) ; **DELESQUE** Ludovic - Conseiller régional Normandie (76) ; **DEMANGEOT** François - Adjoint au Maire de Castelnaudary (11) ; **DEMEILLIEZ** Marie Jose - Conseillère municipale (76) ; **DENAJA** Sébastien - Conseiller régional Occitanie (34) ; **DENEUVILLE** Christelle - Conseillère municipale Gravelines (59) ; **DERGHAM** Mohamed - Conseiller municipal (76) ; **DERVILLE** Sandrine - Vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine (64) ; **DESCUNS** Lyliane - Maire et Vice-présidente communauté des communes Arize Lèze (09) ; **DEMAISON** Viviane - Conseiller municipal - Bessines sur Gartempe (87) ; **DEVIGNE** Nicolas - Membre du CF (44) ; **DEVOS** Christian - Adjoint au maire de Gravelines (59) ; **DEVOS** Aurore - Conseillère municipale Gravelines (59) ; **DIABY** Awa - Adjointe à la maire du 10eme (75) ; **DIALLO** Tacko - Conseillère départementale, Conseillère municipale déléguée (76) ; **DIALLO** Mamadou - Membre CN et SN chargé de la Francophonie et CM délégué (76) ; **DONNEN** Marie-Claire - Conseillère Régionale Grand Est, adjointe à la mairie d'Olley, (54) ; **DORLÉANS** Eddy - Conseiller municipal (34) ; **DOUCHIN** Aurélien - Vice-Président Communauté de Communes Pays de Blain (44) ; **DUBECQ** Monique -

Refondations !

Conseillère municipale (76) ; **DUBOIS** Carol - Adjointe au maire Grand Quevilly (76) ; **DUBREIL** Loïc - Conseiller municipal (76) ; **DUCHÂTEAU** André - Ancien conseiller départemental, ancien adjoint au Maire de Pau (64) ; **DUCHAUSSOY** Vincent - Conseiller municipal de Déville lès Rouen - Secrétaire fédéral du Parti socialiste de Seine-Maritime (76) ; **DUHAMEL** Annie - Conseillère municipale (76) ; **DUMONTET** Valérie - Vice-Présidente de l'Aude (11) ; **DUNET** Christine - Adjointe au maire de Grand Quevilly (76) ; **DUPLA** Marie-Chantal - Conseillère municipale (78) ; **DUPUIS-DEBEUKELAER** Agnès - 1^{ère} adjointe au maire de Douai (59) ; **DUPUY** Éric - Maire-adjoint de Bagnères de Bigorre, chargé de la culture (65) ; **DURAND** Pierre - Maire président intercommunal VP département (11) ; **DURAND** Anne - Secrétaire de section Nantes centre (44) ; **DURAND-BEAUVALLET** Marie-Claude - Conseillère d'arr. Lyon 8^e (69) ; **DUTARTE** Caroline - Conseillère départementale - 1^{ère} adjointe au Maire de Rouen (76) ; **DUVAL** Sylvie - VP Conseil départemental 54 (54) ; **EKON** Carine - Élu(e) (75) ; **EL HASSOUNI** Hamid - Adjoint au Maire et Conseiller départemental (21) ; **EPARA EPARA** Epany - Maire adjoint (75) ; **ESTEBAN** Martine - Conseillère départementale Ariège (09) ; **FABRE** ERIC - Adjoint AIGUES VIVES, Secrétaire de section (34) ; **FADAT** Cécile - Adjointe au Maire Condat-sur-Vienne (87) (87) ; **FAUCHER** Daniel - Conseiller Général et Maire Adjoint honoraires (87) ; **FAYE** Maryse - adjointe au maire de Montpellier (34) ; **FAYE** Jean Pierre - Secrétaire de Montpellier 3 (34) ; **FEHIM** Kader - Conseiller municipal délégué (76) ; **FERON** Christelle - Adjointe au Maire de Grand Quevilly (76) ; **FERRE** Benoît - Membre BF nord (59) ; **FERREIRA** Virginie - Conseillère municipale (44) ; **FLORENCE** Marschal - Conseiller d'arr. Paris 11 (75) ; **FOURGEAUD** Guillaume - Secrétaire de section Limoges - André Boulloche (87) ; **FRÈCHE** Julie - Vice-présidente de la métropole de Montpellier, présidente du groupe socialiste, écologiste et républicain à Montpellier (34) ; **FRICHET** Fabrice - secrétaire de section Montbéliard (25) ; **FROGER** Martine - Adjointe (09) ; **FROMAGER** Elsa - Adjointe Mairie de Rocquemont (76) ; **FROTTIER** Laurent - BF 54 (54) ; **FUCHS** Andrea - Adjointe au maire de Paris 19^e (75) ; **FUSSIE** Laurent - Conseiller municipal délégué à l'économie de Sotteville-lès-Rouen (76) ; **GABELOTAUD** Afaf - Adjointe à la Maire de Paris (75) ; **GAIANI** Audrey - Conseillère municipale à Castelnaudary (11) ; **GALAND** Michel - Maire Adjoint honoraire De Libourne actuellement conseiller municipal délégué (33) ; **GARRIGUES** Patrice - Conseiller Régional (82) ; **GAUTIER** Michel - ancien Maire de Betton, ancien conseiller départemental (35) ; **GAUTRAIS** Yves - Adjoint au Maire L'Hermitage (35) ; **GAUTREAU** Karine - Adjointe au maire de Paris 19^e (75) ; **GEA PERIS** Isabelle - Maire (11) ; **GEERAERT** Julien - Conseiller municipale Gravelines (59) ; **GEISSMAN** Céline - Conseillère municipale et métropolitaine de Strasbourg (67) ; **GÉNARD** Thierry - Secrétaire fédéral PS87 (87) ; **GERAUD** Eva - Vice-Présidente du Tarn (81) ; **GERMAIN** Jean Marc - Conseiller régional Ile-de-France, Vice-Président du groupe socialiste à la Région Ile-de-France, secrétaire national du PS (75) ; **GILBERT** Sophie - Secrétaire de section de Fiac (81) ; **GILLIER** Céline - Conseillère municipale et communautaire (77) ; **GIRARDOT** Alice - Secrétaire fédéral à l'organisation - PS 34 (34) ; **GIRAULT** Guillaume - Membre du BN des JS (21) ; **GOBERT** Julie - Conseillère départementale (77) ; **GOBIN** Corinne - Adjointe au maire d'Amfreville-la-mivoie (76) ; **GODEVAIS** David - trésorier section culture (94) ; **GOGUEL MAZET** Emilien - Adjoint au maire de Septèmes- Secrétaire Fédéral 13 (13) ; **GOLCZYK** Xavier - Adjoint au maire de Paris 19^e (75) ; **GOLGEVIT** YANN - Conseil Fédéral 34 Culture (34) ; **GONZALEZ** Mario - Adjoint au logement et urbanisme du 18 et Président de la Mission locale de Paris (75) ; **GOUBERT** Rémy - Membre du BN JS (15) ; **GOUJON Charlotte** - Maire de Petit Quevilly (76) ; (76) ; **GOUJON** Hervé - Conseiller municipal (76) ; **GOURDIN-SABOYE** Romain - Trésorier du MJS 34 (34) ; **GRÉGOIRE** Emmanuel - 1^{er} Adjoint à la Maire de Paris (75) ; **GRELOT** Régis - Adjoint au Maire de Libourne (33) ; **GREVY** Dominique - Conseiller municipal (76) ; **GUCHET** Françoise - Secrétaire de section Estuaire et sillon (44) ; **GUEDDARI** Ahmed - Élu à la mairie de VAILHAUQUÈS (34) ; **GUÉRAUD** Sébastien - Maire-adjoint de Bourg-en-Bresse (01) ; **GUÉRIN** Jean-Pierre - Conseiller municipal, ancien premier secrétaire fédéral (77) ; **GUICHERD** Pierre - secrétaire de Section PS LOMBEZ-SAMATAN maire-adjoint LOMBEZ (32) ; **GUICHOU** Fabien - Conseiller départemental et Maire Adjoint (09) ; **GUIDEZ** SERGE - conseiller départemental 34 (34) ; **GUILLEMIN** Barbara - Adjointe au Maire de Grand Quevilly (76) ; **GUILLOPÉ** Gérard - Adjoint au maire (76) ; **GUILLOU** Antoine - Adjoint à la Maire de Paris (75) ; **GUY** Séverine - Adjointe au maire de Paris 19^e (75) ; **GUYOT** Katy - 1^{ère} adjointe Vauvert, conseillère régionale (30) ; **HADADI** Yoan - Président des instances fédérales de Moselle, membre du BNA (57) ; **HAKNI-ROBIN** Béatrice - Adjointe à la Maire de Rennes (35) ; **HAMEN** Vincent - Vice-président du CD54, 1^{er} adjoint de Longwy (54) ; **HAMIDOU** Hawa - Adjointe au Maire (76) ; **HARDY** Renaud - Secrétaire de Section PS de Thouars (79) ; - Conseiller Fédéral du PS 79, secrétaire à la mobilisation militante (79) ; **HARNOIS** Christophe - Conseiller d'arr. Paris 11 (75) ; **HAVET** Kévin - Adjoint au Maire de Paris 18^e (75) ; **HENRY** Gabrielle - Vice-présidente du Conseil Départemental de l'Hérault (34) ; **HEROUIN-LEAUTEY** Florence - Conseillère départementale - adjointe au Maire de Rouen (76) ; **HERVOCHON** Freddy - Vice-président du conseil départemental de Loire-Atlantique (44) ; **HISPA** Noëlie - 1^{ère} Adjointe au Maire de Lorp-Sentaraille (09) ; **HOPPE** Yannick - Ancien Maire du Bourget (75) ; **HOUGUET** Mylvia - Adjointe de Monsieur le Maire de Montpellier (34) ; **IBARS** Benoît - Secrétaire de section (81) ; **IDRISS** Kais - Adjoint au Maire Paris 13^{ème} (75) ; **INIAL** Marie Christine - Conseillère Municipale Déléguée (54) ; **IZQUIERDO** Marc - Conseiller municipal (81) ; **JACQUY** Sandrine - Bfa (34) ; **JAMBOUE** Laurent - Secrétaire de section secrétaire fédéral, + syndicat CGT membre commissions exécutive (24) ; **JAMPOC BERTRAND** Nathalie - Adjointe au maire Schiltigheim (67) ; **JAQUET** Patrick - Secrétaire de section Boucles de Seine (76) ; **JARYCKI** Eliane - conseillère Régionale Occitanie (66) ; **JEMNI** Halima - Membre du CN (75) ; **JOONNEKINDT** Isabelle -

Refondations !

Adjointe commune de Fort-Mardyck (59) ; **JOUBERT** Pauline - Adjointe à la maire du 10^e (75) ; **JOUENNE** Thierry - Maire de Sahurs (76) ; **JULHÈS** Vivien - Secrétaire de section de La Rochelle (17) ; **KERCKHOF** Michèle - Adjointe au maire de Gravelines (59) ; **KIELEMOES** Dominique - Conseillère de Paris (75) ; **KOENDERS** Nathalie - Première adjointe au Maire de Dijon, présidente du groupe socialiste au conseil municipal, conseillère départementale de la Côte d'Or (21) ; **KOMITES** Penelope - ADJOINTE A LA MAIRE DE PARIS (75) ; **KOUASSI** Johanne - Conseillère de Paris (75) ; **KOUNOWSKI** Ghislaine - Conseillère municipale ville d'Orléans - Conseillère métropolitaine Orléans Métropole (45) ; **LABATUT** Alain - secrétaire de section (11) ; **LABAYE** Elizabeth - Conseillère municipale Rouen (76) ; **LACARRIERE** Brigitte - Adjointe à l'action sociale et la solidarité du maire de Lagord (17) ; **LAINÉ** Christian - Président de fondation - maire honoraire de Lescar (64) ; **LAMIN** Rosalie - Élu municipal (75) ; **LAMORLETTE** Daniel - PS CFDT (82) ; **LANGLOIS** Bénédicte - Bureau PS ELBEUF (76) ; **LANGLOIS** Renan - CF et SF PS76 (76) ; **LAPEYRE** Margot - Conseillère départementale du Tarn (81) ; **LAURENS** Jean-Michel - Secrétaire Section 304/ Adjoint au Maire 4/5 (13) ; **LAURENT** Alexandre - Conseiller Municipal (57) ; **LAVERON** Isabelle - Maire Adjointe Montech et conseillère régionale Occitanie (82) ; **LE CLEZIO** Monique - Conseillère Municipale de Guerlédan, Conseillère communautaire LCBC, ancienne vice-présidente du Conseil Général des Côtes d'Armor (22) ; **LE COQ** Yannick - Adjoint au Maire de Montvilliers (76) ; **LE FOLLIC** Anthony - Conseiller Municipal à Saint-Geniès (24) ; **LE GOUVELLO** Marie-Isabeau - Conseillère 19^e arr. (75) ; **LE MENÉ** Quentin - animateur Fédéral des Jeunes Socialistes du Loiret (45) ; **LE MOEL RAFLIK** Annaïg - Adjointe au maire de Lanester, conseillère communautaire Lorient Agglo et BF PS (56) ; **LE STRADIC** Gaëlle - Conseillère régionale de Bretagne (56) ; **LECLERC** Christian - conseiller municipal (76) ; **LECOMPTE** Philippe - Conseiller Municipal de Grand Quevilly (76) ; **LEHENNOFF** Franck - Adjoint au Maire de Dijon (21) ; **LEROY** Christophe - Ancien Adjoint au Maire de Rouen (76) ; **LESAVRE** Olivier - Secrétaire de section de Gravelines et président du bureau fédéral des adhésions du Nord (59) ; **LESIEUR** Luc - Conseiller municipal délégué Sotteville (76) ; **LESSELINGUE** Thomas - Conseiller municipal de Codognan et Conseiller communautaire Rhône-Vistre-Vidourle (30) ; **LEVIEUX** Véronique - Adjointe à la Maire de Paris (75) ; **LEVY** Yoan (13) ; **LEYGONIE** Pierre - Secrétaire de section Ps 09 (09) ; **LEZEAUD** Roland - Adjoint - Bessines sur Gartempe (87) ; **LHARDIT** Laurent - Adjoint au Maire de Marseille, délégué à l'économie, l'emploi, l'ESS, le tourisme durable, l'économie, le numérique, les fonds européens (13) ; **LHERMITE** Anne - Commission Fédérale des Conflits de Moselle (57) ; **LHERMITE** Claude - Trésorier de la section de Metz Sud, Conseil fédéral Moselle (57) ; **LISSORGUES** Antoine - Membre commission fédérale des conflits FFE (17) ; **LJUBENOVIC** Nicolas - Secrétaire de section, conseiller municipal de Maisons-Laffitte (78) ; **LOUVEL** Jean Jacques - Adjoint au maire du Tréport (76) ; **LUCAS** Bernard - ancien conseiller général 92 (49) ; **LUCAZEAU** Rachida - Adjointe au Maire Tournefeuille, conseillère régionale Occitanie (31) ; **MABROUK** IBRAHIM - Conseiller municipal délégué de Petit -Quevilly (76) ; **MACÉ** JEAN-LOUP - Ancien conseiller départemental de l'Isère (38) ; **MADER** Nathalie - Conseillère régionale (31) ; **MAERTENS** Jean-Luc - Membre du Conseil Fédéral PS du Doubs (25) ; **MAFFRE** GILLES - conseiller municipal (34) ; **MAI** Jérôme - Conseiller délégué (67) ; **MAILLARD** Jean Claude - Conseiller municipal (76) ; **MAILLE** Marie Louise - Conseillère municipale (76) ; **MAITIA** Clément - Secrétaire de section (76) ; **MALIDOR** Patrick - Conseil Municipal et Président Association Aide à Domicile (77) ; **MARIE** Anabel - Conseillère municipale de Rennes (35) ; **MARIE-ODILE** Chollet - Conseillère municipale déléguée (21) ; **MARQUET** Jacques - Conseiller municipal et secrétaire de section (50) ; **MARTIN** Christine - Adjointe au Maire de Dijon déléguée à la Culture (21) ; **MARTIN** Xavier - Conseiller Municipal Bouliac (33) ; **MARTIN** Christophe - Secrétaire de Section - Conseiller municipal (64) ; **MARTINEAU** David - Conseiller départemental de Loire-Atlantique (44) ; **MARTINEZ** Laetitia - Vice-présidente, Région Bourgogne-Franche-Comte (71) ; **MARUT** Roland - 1^{er} Adjoint au Maire de Grand Quevilly(76120) ; (76) ; **MASS** Éric - Secrétaire de section de Barcelone (FFE) ; **MASSIE** Remi - Conseiller régional Occitanie (81) ; **MAUGÉ** Claudie - Conseillère municipale (76) ; **MAUREL** Delphine - Secrétariat Fédéral de l'Hérault (34) ; **MAURETTE** Carole - Adjointe au Maire Daumazan sur Arize Remplaçante conseil départemental Arize Lèze (09) ; **MAURETTE** Alain - Secrétaire de section de Saint-Sulpice (81) ; **MAURICE** Frédéric - Maire-adjoint Conflans-en-Jarnisy - secrétaire de la section du Jarnisy (54) ; **MAZÉO** Renée - Conseillère Municipale déléguée Saint-Brieuc (22) ; **MELLA** Florent - Secrétaire de section de Saintes (17) ; **MENEDE** Gilles - Adjoint au maire du 18^{ème} (75) ; **MERCIER** Romain - Conseiller régional Centre-Val de Loire et Conseiller municipal de Saint-Jean de Braye (45) ; **MERLEN** Alain - 1^{er} adjoint au Maire de Gravelines (59) ; **MERLIER** Christelle - Conseillère municipale Limoges (87) ; **MERVILLE** Romain - Maire Adj de Douchy-les-Mines, secrétaire de section (59) ; **MERZI** Yasmina - Adjointe au maire de Paris 19^e (75) ; **MESNARD** Françoise - Maire de Saint-Jean d'Angely (17) ; **MEUNIER** Karine - Adjointe au maire d'Elbeuf (76) ; **MEY** Caroline - Conseillère départementale (46) ; **MEYER** Jérôme - Adjoint au maire et secrétaire de section de Paris 11^e (75) ; **MEYER** Gilbert - Adjoint au maire d'Elbeuf (76) ; **MIGUEL** Paul - Conseiller régional (77) ; **MISSE** Éric - Adjoint au maire (11) ; **MOINE** Philippe - Adjoint au Maire du 13^e arr. de Paris (75) ; **MOINET** Arthur - Délégué national à l'Europe du PS + Secrétaire de section et CF (44) ; **MOLI** Samuel - Conseiller régional (66) ; **MOLLE** Dominique - conseillère municipale (63) ; **MONJEAN** Cédric - Commission Fédérale des Conflits de la Gironde (33) ; **MOUNIER** Pierre-Alexandre - Élu municipal, secrétaire de section (78) ; **MULET** Céline - Présidente d'association, Adjointe à la mairie de Loupian, (34) ; **MUNOZ** Aimé - Adjoint au maire (11) ; **MUTEZ** Jacques - Adjointe au maire de Grand Fort Philippe (59) ; **NADAL** Nicolas - Secrétaire départemental Sud pompiers du Gard (30) ; **NAIZET** Adrien - Conseiller

Refondations !

municipal de Rouen / Conseiller métropolitain Rouen Normandie (76) ; **NANIYOUA** Albert - Conseiller Municipal (27) ; **NAUDY** Alain - Vice-président CD 09, Président CCHA, Maire d'Orlu (09) ; **NÉE** Sébastien - Membre du CF 29, Membre de la direction collégiale des JS 29, Membre du BREIS (29) ; **NGOMOU** Dieudonné - Conseiller délégué auprès du maire du 18^e (75) ; **NGUYEN THANH** Philippe - Secrétaire de section Ps (27) ; **NICOLLE** Nadia - Conseillère Municipale (76) ; **NORDMAN** Nicolas - Adjoint à la Maire de Paris (75) ; **NOSBÉ** Yvan - Conseiller Municipal et Métropolitain de Montpellier (34) ; **NOUGUIER** Baptiste - Conseiller Municipal (92) ; **NUNES** Amandio - Adjoint Au Maire Ville De Malaunay (76) ; **OBIN** Martial - Secrétaire section PS Petit-Quevilly adjoint maire Petit-Quevilly (76) ; **OCCRE** Thierry - Secrétaire de section Arras, ancien Premier secrétaire Fédéral du Pas-de-Calais (62) ; **OFFREDO** Éric - 1^{er} adjoint au Maire du 13^{ème} arr. de Paris (75) ; **ORMIERES** Régine - Secrétaire de section, au bureau national des adhésions (11) ; **OULAHCENE** Avida - élue municipale de Douai (59) ; **PALMADE-GIMENEZ** Muriel - conseillère municipale et communautaire d'opposition Narbonne (11) ; **PANEN** François - conseiller spécial de la première fédérale des Deux-Sèvres (79) ; **PANIS** Michel - Conseiller municipal (34) ; **PANNIER** Edwige - Adjointe au maire (76) ; **PARADIS** Patricia - Maire adjointe Launaguet et conseillère Métropole de Toulouse (31) ; **PARELON** Julien - BF PS 75 (75) ; **PARROTTA** Pascal - Secrétaire section Audun/Briey - Président de la Mission Locale de Briey (54) ; **PASSIEUX** Marie - Vice-présidente du Conseil Départemental (34) ; **PENIN** Olivier - CM & VP EPCI (Gard) ; (30) ; **PERON** Laurent - Secrétaire de section du PS à Beauvais (60) ; **PERY** Emmanuelle - Conseillère municipale Gravelines (59) ; **PETITCLAIR** Guillaume - 1^{er} adjoint de Villerupt, membre du BF (54) ; **PETITCLAIR** Guillaume - Adjoint au maire (68) ; **PHILBERT** Patrick - Adjoint Urbanisme NIEUL sur MER (17) ; **PIEDNOEL** DOMINIQUE - Secrétaire de section (76) ; **PIERRAT** Christine - Conseillère municipale Val de Briey (54) ; **PILOT** Michèle - Vice-présidente du CD54 (54) ; **PINTO** Jérémy - Maire-adjoint du Creusot (71), Vice-Président de la communauté urbaine Creusot-Montceau (71) ; **PIOLINE** Gaëlle - Adjointe au Maire de Flers (61) ; (61) ; **PIREYRE** Jérôme - Maire (63) ; **PITOUS** Catherine - conseil fédéral fédération (47) ; **PIVOST** Patrice - Elu municipal (11) ; **PLAISANT** Frédérique - Adjointe au maire ville de Dunkerque (59) ; **POLLET** Adeline - Adjointe aux solidarités (76) ; **POLSKI** Olivia - Membre du CN (75) ; **PORTUGUES** Yann - Conseiller municipal de Saint Denis en val (45) ; **PRAUD** Jean-Yves - ancien conseiller départemental (35) ; **PRIEUR** Pierre-Arnaud - Conseiller municipal délégué (76) ; **PRITRSKY** Hervé - Trésorier fédéral, Conseiller Municipal, conseiller communautaire (57) ; **PROS** Thierry - 1^{er} Adjoint au Maire / Secrétaire de Section Séronais 117 (09) ; **PUGENS** Jean-Pierre - Maire de Montarnaud, Vice-président de la Communauté des communes de la vallée de L'Hérault (34) ; **PUJOL** Michel - Maire adjoint (11) ; **QUILLIEN** Nicole - Vice-Présidente du conseil départemental de l'Ariège (09) ; **RAGACHE** Alexis - Adjoint au Maire - Conseiller Départementale (76) ; **RASSE LAMBRECQ** Valentin - Secrétaire de section, conseiller départemental, conseiller municipal délégué Rouen (76) ; **RATON** Olivier - Conseiller Départemental (09) ; **RAYNAL** Fatiha - Conseillère Municipale (82) ; **RAYNAUD** Christian - Conseiller départemental (11) ; **REMY** Timothée - Animateur Fédéral des Jeunes Socialistes de la Marne (51) ; **RENAULT** Patricia - Conseillère municipale (76) ; **RENIER** Fernand - Secrétaire fédéral Education Laïcité Citoyenneté (57) ; **RETY** Jean-Marc - Conseiller Régional Bourgogne Franche Comté, Adjoint au Maire de Longvic (21) ; **REYNAL** Alexandre - Elu municipal (66) ; **REYNE** André - Secrétaire de section PS (34) ; **RICHARD** Marie - Conseillère municipale présidente d'associations nationale et locale (77) ; **RICHARDOT** Pernelle - Conseillère municipale et communautaire de Strasbourg (67) ; **RIDEL** Elise - conseillère municipale déléguée Sotteville (76) ; **RIGAUD** Jacques - Conseiller Départemental (34) ; **RINGOT** Bertrand - Maire de Gravelines (59) ; **RIOU Alexandre** - Conseiller municipal (76) ; **ROBERT** Yvon - Ancien Maire de Rouen (76) ; **ROBIN** Agnès - Adjointe au maire de Montpellier (34) ; **ROLANDO** Carole - Vice-Présidente Communauté de Communes du Grand Armagnac, secrétaire de section (32) ; **ROLLAND** Carine - Adjointe à la Maire de Paris (75) ; **ROSAY** Lionel - Adjoint au maire de Grand-Quevilly (76) ; **ROSSET** Marine - Membre du CN du PS (75) ; **ROSSIGNOL** Michel - Secrétaire de Section (34) ; **ROTZLER** Sandrine - Vice-présidente du conseil départemental de la Haute-Vienne (87) ; **ROUBY** Dominique - Maire de Belleville (54) ; **ROUCH** Hélène - Vice-présidente des IUT de France (31) ; **ROUEDE** Laurence - Vice-présidente de la région Nouvelle-Aquitaine, 1^{ère} adjointe au Maire de Libourne (33) ; **ROY** Isabelle - Conseillère d'arr. Paris 15^e (75) ; **ROZIS LE BRETON** Hélène - Conseillère départementale (32) ; **SAADI** Sélina - Conseil fédéral de Moselle (ancienne présidente du groupe au conseil départemental de Moselle 2015 à 2021) ; (57) ; **SABATER** Laurent - Syndical- bureau départemental de l'UNSA A&I + conseiller fédéral 34 (34) ; **SABATIER** Pierre - Conseiller municipal délégué - Conseiller métropolitain (63) ; **SALAÜN** Gildas - Adjoint à la maire de Nantes (44) ; **SALAÜN** Hélyette - Adjointe au Maire (45) ; **SALOMOND** Vivien - Élu syndical (34) ; **SAMAKE** Hamidou - Conseiller de Paris (75) ; **SANCHEZ** Michel - Adjoint aux Sports (34) ; **SARDEING** Dominique - Conseillère départementale (82) ; **SCHMITT** PHILIPPE - Délégué Fédéral CFDT+ adhérent PS+ ancien élu Municipal avec la liste PS (31) ; **SEGALEN** Loïc - Conseiller municipal délégué (76) ; **SELLIER** Daniel - Administrateur CCAS Douai (59500) ; - Ex Premier Adjoint au Maire (59) ; **SERRE** Olivier - CM Magny en Vexin (95) ; **SIMION** Arnaud - 1^{er} adjoint au maire de Colomiers et vice-président du conseil départemental de haute Garonne (31) ; **SIMONDON** Paul - Adjoint à la Maire de Paris (75) ; **SINO** Gabriel - Conseiller Municipal (27) ; **SINOQUET** Maryvonne - Adjointe au Maire Petit Quevilly (76) ; **SIRY** Gabrielle - Secrétaire National du PS, porte-parole du PS (75) ; **SITBON** Florian - Conseiller de Paris (75) ; **SITE** Pierre - Président Association - Secrétaire de section Saint-Malo / Dinard (35) ; **SODINI** Laurent (14) ; **SOLEM** Lucie - Adjointe au Maire du 11^e arr. de Paris

Refondations !

(75) ; **SOLIMAN** Sandrine - Conseillère régionale Occitanie (81) ; **SOUBELET** Cécile - Secrétaire de section d'Issy-les-Moulineaux (92), candidate NUPES - PS aux élections législatives de 2022 (92) ; **VAISSIERE** Stéphane - Conseil fédéral 31 (31) ; **SPEISSMANN** Stessy - Maire de Gérardmer, président de communauté de communes (88) **SZTULMAN** Marc - Conseiller régional d'Occitanie (31) ; **TABARY** Sandra (33) ; **TAFFOREAU** Catherine - Adjointe éducation /jeunesse (76) ; **TAIEB** Fadila - Adjointe à la Maire du 12eme arr. (75) ; **TAPIÉ** Geneviève - Présidente OBS. régional de la parité d'Occitanie/ Conseillère au CESER Occitanie/ Vice-présidente du Parlement de la Mer (34) ; **TEINTURIER** Daniel - Membre du Conseil fédéral de la Fédération de la Creuse (23) ; **TERNATI** Karim - Adj au maire Gdqu et vice-président de l'aidrcsc (76) ; **TETENOIRE** Eugénie - Adjointe au maire de La Rochelle, conseillère communautaire (17) ; **THIBON** Michel - Adjoint au maire, Moissac vallée française (34) ; **THOMAS** Gaëlle - Conseillère départementale de La Côte-d'Or / Conseillère Municipale de Genlis déléguée à la culture et démocratie participative (21) ; **THOMAS** Gilles - Conseiller municipal de Bihorel (76) ; **THOMAS** Sylvie - Adjointe et conseillère régionale (34) ; **TIMMERMAN** Jean-François - Conseiller municipal Sotteville-lès-Rouen (76) ; **TOKA** Serge - Adjoint au Maire Paris 13 (75) ; **TOMASELLI** Claire - Adjointe au Maire de Dijon déléguée au sport (21) ; **TONOT** Gaëlle - Première adjointe au Maire de Longvic / Conseillère départementale de La Côte-d'Or / Secrétaire de la section PS de Longvic (21) ; **TORANIAN** Anouch - Adjointe à la Maire de Paris (75) ; **TORRÉTON** François - Conseiller municipal au Grand-Quevilly (76) ; **TOSCANI** Muriel - Adjointe à la maire de Petit Quevilly (76) ; **TOUGES** Hélène - Conseillère municipale (82) ; **TRAVAL** Karine - Maire de Colomiers, vice-présidente de la métropole de Toulouse (31) ; **TURBA** Didier - Ancien conseiller général et vice-président du Cg77 (77) ; **UCHAN** Jérôme - Maire - VP EPCI (65) ; **VALENTI** Romain - secrétaire de section d'Homécourt - Joeuf (54) ; **VANDENDRIESSCHE** Laurent - Conseiller départemental (81) ; **VANDENSTRAETEN-VENZA** Karine - Conseillère municipale Gravelines (59) ; **VAUZELLE** Sarah - Adjointe au maire de Rouen en charge des sports, de la jeunesse et de la vie étudiante (76) ; **VENEZIANO** Stéphanie - Secrétaire nationale du PS (75) ; **VENNAT** Catherine - Conseillère municipale déléguée - Bessines sur Gartempe (87) ; **VENNAT** Catherine - Délégué conseil fédéral et élus délégué Bessines sur Gartempe (87) ; **VERDIER** Fabrice - Conseiller régional Occitanie, président de la communauté de commune d'Uzes (30) ; **VERNET** Jean-Luc - Trésorier de la section Martel Souillac Vayrac (46) ; **VERSTRAET** Laurie - Adjointe au maire de Gravelines (59) ; **VÈVE** Éric - Conseiller départemental (14) ; **VIDAL** Margaux - Conseillère Fédérale PS Métropole de Lyon et Nouveau Rhône (69) ; **VIDAL HERNANDEZ** conception - élue ces (66) ; **VIZIOZ-BRAMI** Camille - Conseillère municipale - Paris 9 (75) ; **WADOUX** Claude - Conseiller municipale Gravelines (59) ; **WEBER** Patricia - Conseillère départementale (34) ; **WITWICKI** Christiane - Ancienne maire de Villerupt (54) ; **YAKOUB** Saâdia - CF Fédération de Paris/CF Conflits Fédération de Paris (75) ; **ZANCHIELLO** Alban - Adjoint au Maire de Montpellier (34) ; **DARGERÉ** Lubin (43) ; **VILAUD** Romain (37) ; **GRESSANT** Michel - Président Association Transport Solidaire (72) ; **GUYARD** Corentin (72) ; **LAHMINE** Yahia (84) ; **MOINIER** Xavier Vice-Président Maison de Quartier (86) ; **BENHAROUS** Raphael (93) ; **BOULOGNE** Emanuel (97) ; **JARNAC** Olivier (97) ; **VINCENT** Christian (97) ; **APARICIO** Edmond (FFE) ; **BARRÉ** Gaëlle Conseillère des Français de l'étranger de la circonscription d'Italie du Sud, Malte et l'État de la Cité du Vatican (FFE) ; **BENLAHCEN** Mehdi - Membre du CA de Français du monde adfe (FFE) ; **BOHÈME** Florian - Conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger, Président de la commission des affaires sociales, des anciens combattants, de l'emploi et de la formation (FFE) ; **BOULET** Guy - ex conseiller des français de l'étranger (FFE) ; **BRACQUE** Olivier (FFE) ; **DELIMI** Halima (FFE) ; **FAURE** Boris - secrétaire national du syndicat des administratifs de l'UNSA (FFE) ; **HAUSTEIN** Vanessa - (FFE) ; **LEVIOL** Jean - (FFE) ; **LISSORGUES** Antoine - (FFE) ; **LOISEAU** Philippe - Conseiller élu des Français de l'étranger (FFE) ; **LUSTAC** Annie (FFE) ; **MALLAURAN** Bernadette (FFE) ; **MASS-DENAT** Victoire (FFE) ; **MAZOYER** Raphaël (FFE) ; **MISSE** Albert (FFE) ; **NACHTIGAL** Mélissa (FFE) ; **OMARI** William (FFE) ; **PALLEZ** Laure - Conseillère élue des Français de Floride (FFE) ; **PECEK** Christiane (FFE) ; **POULAIN** Sylvie (FFE) ; **URZUA** Cécilia (FFE) ; **ABDELMADJID** Amine - Ligue des droits de l'Homme, Conseiller municipal, Conseiller communautaire (02) ; **BELAMICH** Monique (75) ; **BELOU** Florence (81) ; **BENASSEUR** Louise - Mandats associatifs Comité de Quartier du Blosne, Cercle Paul Bert (35) ; **CAILLAUD** Claire (79) ; **DUCLOUX** Philippe - Administrateur de plusieurs associations (93) ; **GAILLARD** Isabelle - Présidence Association Rosa Bonheur (82) ; **GAILLARD** Patrick - Secrétaire d'un club de rugby niveau (60) ; **GIRARD** Ahlem (75) ; **HALLOU** Solenn - Présidente d'association féministe (35) ; **HUBON** Cloé - Présidente des Jeunes Européens Nantes (44) ; **JAUMAIN** Pierre - Trésorier d'une association de lutte contre l'exclusion (30) ; **LE HOUÉROU** Chantal - présidente de l'association Saint-Fargeau vert (75) ; **MACHARD** Jacques - Président d'association environnementale (77) ; **MERABET** Allaoua - Syndical (76) ; **MISSE** Albert - membre de FdM-ADFE (49) ; **NAVARRO** Brigitte - Présidente Laïcité Action Solidarité Education Réflexion - LASER (34) ; **ROYER** Patrick - APF France Handicap chargé d'accessibilité (34).